

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉPARATION
DES
ERREURS JUDICIAIRES

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 27 Novembre 1899

PAR

Paul ROCHE



LYON
IMPRIMERIE A. STORCK & C^{ie}
8, Rue de la Méditerranée, 8

—
1899

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RÉPARATION
DES
ERREURS JUDICIAIRES

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le 27 Novembre 1899

PAR

Paul ROCHE



LYON
IMPRIMERIE A. STORCK & C^{ie}

8, Rue de la Méditerranée, 8

—
1899

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM. CAILLEMER, O. *, C. H., I. O., doyen, professeur de droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, *, I. O., professeur honoraire.

THALLER, I. O., professeur honoraire

GARRAUD, I. O., professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. O., professeur de Droit romain.

FLURER, I. O., professeur de Droit civil.

ROUGIER, I. O., professeur d'Économie politique.

COHENDY, I. O., professeur de Droit commercial.

PIC, I. O., professeur de Droit international.

BARTIN, A. O., professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. O., professeur d'Histoire des Doctrines économiques.

APPLETON (Jean), agrégé.

LAMBERT, agrégé.

BOUVIER, agrégé.

LAMEIRE, agrégé.

JOSSERAND, agrégé.

GUERNIER, chargé de cours.

BECK, I. O., secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. GARRAUD

Accesseurs : { M. APPLETON (Jean) ;
 { M. JOSSERAND.

INTRODUCTION

S'il n'est pas de mission plus haute que celle du juge, il n'en est sans doute point d'aussi délicate et d'aussi périlleuse, à raison tout à la fois des difficultés que son accomplissement comporte et de la gravité des intérêts en jeu. Entre les mains du juge, les hommes ont réuni leurs intérêts les plus précieux et les plus sacrés : leurs biens, leur liberté, leur vie, leur honneur même. Et disposant de tout cela, le juge se trouve placé en face des problèmes les plus redoutables ; il doit rectifier l'inexactitude des faits de procès, distinguer leur caractère et leur portée, puis appliquer la loi, c'est-à-dire découvrir le principe général qui doit régler le cas particulier qui lui est soumis.

L'accomplissement de cette tâche nécessite donc non seulement la connaissance du droit, mais la connaissance des hommes et la connaissance de la vie.

N'est-ce pas à dire que le juge est fatalement exposé à l'erreur ? Erreur de droit, erreur de fait,

comment se flatter qu'il évite toujours ce double écueil ? Certes, de bonnes lois, une procédure rigoureuse, un soin minutieux apporté dans le choix des magistrats rendront l'erreur moins fréquente. Mais sera-t-elle jamais supprimée ? Elle reste la conséquence fatale de l'administration de la justice et de la faillibilité humaine.

Or, il n'est rien de plus douloureux que l'*erreur judiciaire*, rien dont les conséquences soient plus pénibles au point de vue particulier et plus graves au point de vue général.

Dans le domaine de la justice civile, l'erreur est déplorable et grave assurément. Mais peut-on égaler ses conséquences à celles de l'erreur en matière criminelle ? Si nos biens sont précieux, un mauvais jugement civil possède encore cet avantage de mettre fin à un conflit qui ne saurait à aucun prix se perpétuer dans une société bien organisée. Mais notre liberté et notre vie, notre honneur sont choses sacrées et le jour où l'innocent est frappé, le dommage est tel qu'il n'y a, semble-t-il, aucune considération générale qui puisse l'amoindrir et le rendre acceptable.

Au point de vue particulier de l'innocent injustement frappé, tout développement est inutile ; la situation d'un pareil malheureux et celle de sa famille frappe tous les esprits ; elle a été décrite en maints endroits.

Mais au point de vue général l'erreur judiciaire

produit des effets également graves. La peine n'est pas seulement une punition ; son objet n'est pas seulement de frapper un coupable. Ce qui justifie surtout la répression, c'est qu'elle contient un exemple ; c'est qu'elle a une vertu moralisatrice ; c'est qu'elle fait éclater d'une façon tangible et visible le principe de la récompense et du châtement.

Or, toute peine qui n'est pas justifiée dans le sentiment public, par la croyance en la culpabilité de celui qui la subit, non seulement perd sa vertu moralisatrice, mais fait naître dans l'opinion un malaise essentiellement funeste au respect dû à la justice, funeste à l'idée même de justice.

Les représentants de la justice ont frappé un innocent ! Quelle horrible contradiction ! Quel honnête homme ne partagera pas l'abattement moral sous lequel succombe l'innocent ? Les juges ! mais ils devraient personnifier l'idée de vérité. C'est eux qui devraient mettre en déroute la calomnie et le mensonge. Leurs décisions sont le suprême recours contre l'opinion publique égarée. Et voilà qu'ils frappent celui dont ils devraient être la sauvegarde et qui avait mis en eux sa suprême espérance. Quel spectacle plus démoralisant ! C'est à faire douter de la vérité elle-même. C'est à faire haïr l'autorité qui en est le symbole.

Et ainsi, si l'on n'y prenait pas garde, la magistrature d'un pays porterait la peine d'une erreur qui est le résultat de la fatalité.

Faut-il dire après cela que l'erreur est un mal nécessaire que l'on doit stoïquement supporter ? Faut-il surtout dire hypocritement et orgueilleusement que le souverain est irresponsable, que la justice ne saurait convenir de ses erreurs et qu'il est conforme au bien public que chacun s'incline devant son irresponsabilité ?

Vaine déclamation que cette proclamation d'infailibilité, dont le premier résultat serait de rendre odieux le juge avec qui le vulgaire confond aisément la justice.

Non. Il n'est qu'un moyen de conserver le respect qui est indispensable à la justice et qui lui est dû, malgré des erreurs inévitables. C'est que le juge se montre juste toujours, qu'il aime assez la vérité pour faire de son erreur un aveu éclatant, et qu'il en répare les conséquences. Alors, et alors seulement apparaîtra la différence entre la justice qui commet une erreur involontaire et le pouvoir arbitraire qui ne veut pas connaître les siennes ! Il faut donc proclamer bien haut la nécessité de la réparation des erreurs judiciaires dans l'intérêt de la justice elle-même. Ravissons à son profit la gloire d'un Voltaire ou celle plus modeste d'un Linguet.

L'intérêt de la victime, l'intérêt supérieur de la justice commandent donc non seulement de proclamer l'erreur, mais encore d'en réparer les conséquences.

Mais il n'est pas de réforme générale dont la

réalisation ne présente de graves inconvénients, ne soulève de grands dangers.

Il est des obstacles, sérieux sans doute, qui résultent de notre système de procédure criminelle. Il est possible, à la vérité, que l'on réforme les règles de procédure criminelle, et ces obstacles pourraient peut-être disparaître aussi. Mais il est une difficulté plus grave qui tient à la nature même des choses : comment ne pas apercevoir que la réparation de l'erreur suppose la connaissance de la vérité à laquelle l'homme ne saurait prétendre qu'avec timidité. Comment au milieu de tous ceux que la justice a frappés découvrira-t-on avec certitude ceux qui ont été des victimes ?

Et qu'on y prenne garde : ici la justice ne doit plus se tromper. Le danger n'est point seulement de refuser la réparation à l'innocent, quoique assurément il soit plus grave de le faire que de l'avoir condamné une première fois ; mais accorder la réparation à des coupables ce serait, au point de vue social, la plus grave des erreurs. Non seulement la vanité, la faiblesse de la justice humaine serait par là même soulignées, mais le principe même de la réparation serait discrédité et le bienfait qui peut en résulter, détruit.

Il ne faudra donc accorder de réparation que lorsque l'innocence sera certaine. Or, il est bien difficile d'établir la culpabilité d'un accusé, combien plus encore dans la plupart des cas le sera-t-il de

démontrer l'innocence, de faire une preuve négative.

Il sera grand le nombre des innocents qui ne pourront avec certitude faire apparaître l'erreur dont ils ont été victimes. Et cependant à ces innocents la réparation ne pourra être accordée. Et voici alors le danger ; le refus qui leur en sera fait ne les rangera-t-il pas dans la catégorie des coupables impunis, que la timidité du magistrat a épargnés et n'accusera-t-il pas encore l'injustice dont ils ont déjà été victimes ? La réforme ne sera-t-elle pas au contre-pied de l'idée de justice qui l'inspire ?

Voilà pour nous le problème. N'est-il pas véritablement troublant ?

C'est celui que nous voudrions essayer de résoudre.

Il faut donc en examiner les termes.

Le premier objet de notre étude sera de déterminer exactement la nature de cette obligation qui incombe à l'État de réparer l'erreur. Suivant qu'elle sera absolue ou qu'elle ne consistera qu'en une simple faculté, la situation de la victime sera différente au regard de la société, de l'État, tout comme l'attitude de l'État sera différente au regard de la victime.

Le principe de cette obligation fixé, nous verrons plus aisément les preuves qui doivent être exigées, la nature et l'importance de la réparation à concéder, en un mot ce que l'on devra ou pourra refuser.

Nous aurons ensuite à déterminer quels obstacles

rencontre l'application du principe de la réparation ; à quoi ils tiennent ; s'ils sont de plusieurs sortes ; s'ils touchent à des difficultés de forme qui soient de nature à être diminuées ; s'il n'y a pas des inconvénients plus profonds ; si l'administration de la justice n'aurait pas à souffrir de la réforme que l'on propose ; si en un mot nous ne nous trouvons pas en présence d'intérêts contradictoires. Si cela est, nous rechercherons s'ils doivent et dans quelle mesure ils doivent se limiter.

Une loi récente est intervenue. Nous verrons comment elle doit être interprétée ; si elle doit être blâmée ; s'il convient d'étendre le principe qu'elle admet.

Tels seront l'objet et les limites de notre étude.

TITRE I

PRINCIPE ET NATURE DE L'OBLIGATION DE L'ÉTAT

Nous voudrions rechercher ici quelle est la situation réciproque de la société et de la victime de l'erreur judiciaire. La société est-elle strictement obligée de réparer les conséquences de l'erreur ou cette réparation n'est-elle que facultative et pour parler en termes précis : existe-t-il entre la société et la victime de l'erreur judiciaire un rapport de droit en vertu duquel l'État serait débiteur et le particulier créancier ?

D'après une opinion aucun rapport de cette nature n'existerait entre eux ; l'État ne serait pas le débiteur de la victime de l'erreur judiciaire. Les partisans de cette théorie ne nient pas d'ailleurs que la charité ne conseille à l'État de ne pas laisser sans secours les victimes d'un malheur public et ils reconnaissent que l'erreur judiciaire est dans certains cas un véritable malheur public ; ils considèrent donc que l'État

a le devoir moral d'accorder ses secours. Mais ce devoir de fournir une réparation ne constitue pas une dette ; l'indemnité allouée est simplement une satisfaction équitable et bienveillante conseillée par les sentiments d'humanité. L'État en l'accordant ne se libère pas d'une dette, il ne « paie » pas, il « donne ».

Cette théorie donne à l'État une complète liberté d'action (1). Il déterminera librement les cas où il voudra bien accorder une indemnité, et le chiffre de la somme qu'il allouera à ce titre.

En ce qui concerne la fixation du chiffre de cette indemnité, il prendra en considération l'état de ses finances, la situation de fortune plus ou moins florissante de la victime. C'est ainsi que d'après les termes du rapport présenté par Tarjet au Conseil d'État une indemnité devait être allouée uniquement à « ceux que leur état de fortune réduit à l'impuissance de supporter le dommage que ces épreuves leur ont causé », tandis que les condamnés possesseurs de quelque fortune n'auraient eu à « réclamer qu'un témoignage d'honneur sans indemnité ».

Même liberté laissée à l'Etat pour la détermination des cas où l'indemnité devra être octroyée. Ainsi que le dit le rapport du Conseil d'État présenté au Sénat en 1895, l'État n'intervient gracieusement

(1) LE POITEVIN. — Rapport sur les indemnités en cas d'erreurs judiciaires (*Revue pénitentiaire*, 1895, pages 1248 et suivantes).

qu'en présence des « grandes catastrophes et des grandes misères ». C'est ainsi que le gouvernement pourra ne pas attribuer ce caractère au préjudice subi par l'innocent relaxé sur ordonnance de non-lieu, et il n'y aura rien d'illogique à ce qu'il refuse une indemnité dans cette hypothèse alors qu'il l'accordera au cas d'acquittallement, par exemple.

Et sur tous ces points l'État sera souverain juge. L'autorité qui statuera sera soit le gouvernement lui-même, soit une commission qu'il nommerait, soit le Parlement (1). Ainsi en Suède, où le principe de l'indemnité facultative est consacré, la procédure et la compétence sont réglées de la façon suivante : L'individu qui veut obtenir une indemnité adresse sa requête au roi par l'intermédiaire du ministre. La

(1) M. VOLLAND a proposé au Sénat un amendement ainsi conçu : « Les dommages-intérêts à réclamer par la victime de l'erreur judiciaire, ou au cas de son prédécès par son conjoint, ses ascendants ou descendants ne peuvent être alloués que par une loi dont le projet devra être déposé par le ministre de la justice dans le mois qui suivra tout arrêt ou jugement de l'arrêt de révision. » Une idée semblable avait été formulée par un orateur à l'Assemblée constituante : « L'avis qui vous est proposé donnera à 83 tribunaux le droit de donner des mandats sur le Trésor public, ce qui peut ne pas être conforme aux principes de la constitution. Je propose pour amendement que ce soit le corps législatif qui statue sur les indemnités demandées par les accusés acquittés, et que le tribunal donne seulement son avis sur la question de savoir si la requête doit être présentée au corps législatif. » Si on se place uniquement au point de vue théorique ces propositions ne sauraient être critiquées par ceux qui admettent l'irresponsabilité de l'État.

demande est instruite par le ministre ; l'indemnité est allouée par le roi et la décision n'est soumise à aucun recours.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que cette théorie soit forcément antilibérale, mais elle offre cet avantage pour l'État qu'elle le laisse souverain appréciateur de l'étendue de ses obligations et de l'opportunité de leur exécution.

Mais, d'autre part, cette théorie présente un inconvénient qui nous paraît considérable.

Comme nous l'avons dit, si elle était admise, la solution de la question de l'allocation de l'indemnité serait remise soit au pouvoir exécutif lui-même, soit au pouvoir législatif. Il s'ensuivrait qu'en fait (notamment dans les affaires retentissantes), le gouvernement ou les Chambres paraîtraient opérer une sorte de revision des décisions de la justice. Ce contrôle constituerait un empiètement du pouvoir législatif ou du pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire, alors que l'indépendance de l'autorité judiciaire doit être respectée par-dessus tout.

D'ailleurs le droit de décider de questions qui passionnent l'opinion publique aussi vivement, que l'erreur judiciaire doit être confié à une autorité à l'écart des passions du jour, qui obscurcissent la raison. Est-il permis d'espérer que le pouvoir exécutif ou le pouvoir législatif jouiront à ce point de vue de toute l'indépendance désirable ? Nous pensons au contraire qu'il serait à craindre que les intérêts

politiques et les passions publiques ne fussent pas sans influence sur leurs décisions.

On voit qu'il n'est pas sans intérêt de savoir si l'admission de cette théorie est commandée par les principes du droit.

Nous allons donc rechercher quelle est la nature de l'obligation de l'État. Et pour préciser sa nature nous déterminerons son principe, sa source : il y a là deux questions inséparables l'une de l'autre.

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ ET CRITIQUE DE LA THÉORIE DE « L'INDEMNITÉ FACULTATIVE »

L'argument de principe de cette théorie consiste à dire que les règles fondamentales du droit public s'opposent à ce que l'État soit déclaré responsable. « La responsabilité de l'État est d'autant plus restreinte que les fonctions qu'il est appelé à régir confinent davantage à la souveraineté. Aussi ni les actes législatifs, ni les faits de gouvernement, ni les faits de guerre ne peuvent donner lieu à une action en responsabilité contre l'État, quelles que soient les fautes imputables à ses représentants. Il en est de même des erreurs judiciaires (1). » L'État lorsqu'il administre la justice est souverain, il est donc irresponsable.

Il importe de rechercher immédiatement si cette

(1) LAFERRIÈRE. — *Juridict. administ.*, I, p. 622 et suivantes.

argumentation repose sur un fondement solide, car si elle n'est pas sujette à critique, elle n'empêcherait certes pas que l'État, dans un sentiment de bienfaisance et de générosité, prît à sa charge la réparation des dommages causés par l'exercice de la justice, mais elle mettrait un obstacle absolu à la reconnaissance au profit de la victime d'un véritable droit, aux yeux tout au moins de ceux pour qui les principes du droit public sont intangibles.

Or, on peut soutenir contrairement à cette opinion que si dans certains cas l'État souverain est et doit être irresponsable, sa souveraineté ne doit pas toujours lui procurer cette prérogative d'irresponsabilité (1).

La souveraineté a diverses manifestations ; tantôt elle se manifeste par voie législative, tantôt par l'exercice des pouvoirs judiciaire et administratif.

Or, on peut discerner un caractère distinctif entre ces deux manifestations de la souveraineté. La décision judiciaire est prise contre un individu déterminé. La loi est au contraire une mesure générale appliquée à tous. Sans doute dans l'un et l'autre cas il y a lésion possible. Ainsi il n'est pas douteux que la loi qui a autorisé l'établissement des chemins de fer a porté préjudice aux bateliers et aux entrepreneurs de transport en diligence. Mais il n'y eut

(1) LARNAUDE. — *Bulletin de la Société générale des prisons*. Année 1896, p. 40.

pas là une mesure prise directement contre eux. Et la loi n'en conserve pas moins son caractère impersonnel, qui la distingue de la mesure judiciaire ou administrative qui est prise contre un individu directement et personnellement.

Lorsque l'acte de souveraineté revêt un caractère de mesure générale et impersonnelle, diverses considérations imposent et justifient l'irresponsabilité. S'il présente un caractère directement personnel, ces considérations disparaissent et il n'y a plus de raisons pour que l'État, qui est l'auteur de l'acte, ne soit pas déclaré responsable.

Une mesure générale est prise, qui est appliquée dans toute l'étendue d'un pays. Elle lèse les intérêts. Mais les individus, dans la personne desquels sont incarnés ces intérêts, sont en nombre immense. Faudra-t-il obliger l'État à fournir à tous une indemnité? Le Trésor aurait à déboursier des sommes énormes. Les finances de l'État n'y pourraient suffire. Il y aurait donc dans cette obligation un obstacle absolu à tout progrès. Ce résultat est inadmissible.

D'autant plus inadmissible qu'il ne saurait se justifier même théoriquement.

Cette mesure générale, en effet, est prise dans l'intérêt de tous, et les individus, qui ont été lésés par elle, ont aussi profité de ses bons effets. Pour revenir à l'exemple que nous citions plus haut, la rapidité des transports, qui est le résultat de l'établissement des chemins de fer, a apporté dans les

relations économiques des améliorations inappréciables. Les voituriers, les bateliers, en ont profité comme les autres nationaux. Il y a eu là, pour eux, un dédommagement au préjudice subi. Ils seraient donc mal venus à se plaindre d'une innovation qui a eu pour eux, comme pour tout le monde, de si grands avantages. Et peut-être eux-mêmes la demanderaient-ils à grands cris, si elle n'avait pas été réalisée.

Ce dédommagement, il le réclamerait d'ailleurs à l'État qui n'est pas responsable de ces innovations. La mise en pratique de certaines découvertes, l'établissement de certaines règles nouvelles dans tous les domaines s'imposent à lui. Ce n'est pas lui qui est responsable, ce sont les besoins et les exigences modernes, les nouvelles conditions économiques ou sociales de l'existence.

Tout autre est la situation de la victime d'une décision judiciaire, c'est-à-dire d'une décision qui atteint celui qui en est l'objet de la façon la plus directe et la plus personnelle qu'il soit possible de concevoir. Jamais la réparation qui lui sera fournie ne sera de nature à ruiner les finances de l'État. De la mesure dont il a souffert il ne résulte aucun avantage pour lui. Enfin, cette mesure, c'est bien l'État qui l'a prise, c'est donc lui qui doit en répondre.

Les motifs qui justifient l'irresponsabilité de l'État lorsque la mesure qu'il prend est impersonnelle ne se rencontrent donc plus lorsque cette décision est

dirigée contre un individu déterminé. Aussi voyons-nous que la règle générale est la possibilité d'attaquer tout acte administratif. Pourquoi en serait-il autrement en matière judiciaire ?

Il faut donc affirmer qu'au cas d'erreur judiciaire les principes du droit public ne sont pas un obstacle à la responsabilité de l'État.

Mais cela ne suffit pas pour que la responsabilité de l'État soit établie. La responsabilité en effet ne saurait se présumer. C'est à ceux qui prétendent que la victime de l'erreur judiciaire a un droit à en trouver le fondement. On a prétendu que la base de ce droit résidait dans une faute de l'État. Nous allons examiner quelle est la valeur de cette théorie.

CHAPITRE II

EXAMEN DE LA THÉORIE D'APRÈS LAQUELLE L'OBLIGATION DE L'ÉTAT AURAIT POUR CAUSE UNE FAUTE DÉLICTUELLE OU CONTRACTUELLE

On connaît l'hypothèse prévue par l'article 1382.

Au cas d'erreur judiciaire l'État et la victime sont, dit-on, dans une situation analogue : « La source de l'action qui appartient à la victime de l'erreur judiciaire réside dans l'obligation juridique de réparer une faute sociale (1). » Il faut donc transporter dans un domaine nouveau la règle édictée par l'article 1382.

Il y a dommage, cela est évident. Il y a faute aussi ; elle consiste dans le fait d'avoir sanctionné des lois insuffisantes, ou dans le choix défectueux des magistrats. Il y a par conséquent réparation due, par application même de l'article indiqué.

(1) BÉRENGER. — Rapport présenté au Sénat.

Reprenons les différents termes de ce raisonnement.

On prétend que l'erreur judiciaire provient de la faute de l'État.

Cela est-il bien exact ? N'y a-t-il pas des hypothèses où la vérité restera obscurcie par suite d'un concours fatal de circonstances, quelles que soient les lois en vigueur, la prudence et l'intelligence des magistrats en fonctions ? Mais on réplique : « Les circonstances fortuites c'est vous, magistrat accusateur ou instructeur, qui les rapprochez, dans un but louable mais trompeur, du crime qui fait l'objet de vos préoccupations. C'est vous qui les rapprochez entre elles par un lien qui n'existait pas et que votre esprit impressionné par un soupçon immérité a seul occasionné (1). » C'est précisément là qu'est l'erreur.

Elle consiste à croire que le magistrat ne peut être mis en défaut que par sa faute. C'est oublier qu'il y a, ainsi qu'on l'a dit : « deux justices, l'humaine et la divine. La divine est la justice qui ne se trompe jamais. La justice humaine est celle qui se trompe ». On n'est coupable ou négligent que lorsque l'on n'accomplit pas sa tâche le mieux qu'il est possible. Et quand bien même l'État apporterait dans le choix de ses magistrats et dans la confection des lois tous ses soins, l'erreur se produirait encore.

On peut dire que souvent l'erreur proviendra non

(1) PAUL BERNARD. — *Revue critique*, 1889,

pas d'une faute mais de la fatalité. Et si l'on objecte que beaucoup d'erreurs auraient pu être évitées si le magistrat avait été plus perspicace, plus circonspect, moins négligent et qu'elles sont par suite le résultat d'une faute, il sera facile de répondre que cette faute sera d'une preuve bien difficile et en réalité impossible ; or, qui niera la nécessité de la réparation, même au cas où la faute du magistrat n'apparaîtra pas, soit qu'elle n'existe pas en réalité, soit qu'elle ne puisse être prouvée ?

Et, en effet, si l'on veut appliquer l'article 1382, il faut l'appliquer dans ses termes. Or, celui qui réclamera des dommages-intérêts en se fondant sur ce texte doit établir la faute. Sa demande sera donc rejetée, soit que la faute soit impossible à établir, soit qu'elle n'existe pas.

Si donc on appliquait l'article 1382 à l'hypothèse de l'erreur judiciaire, la victime devrait être déboutée de sa demande en indemnité toutes les fois que la faute serait trop imperceptible pour être établie, chaque fois aussi que l'erreur serait le résultat de la fatalité (1).

Est-il vrai d'ailleurs que la situation qui nous occupe soit conforme à celle que prévoit l'article 1382. Cet article suppose deux individus dégagés l'un vis-à-vis de l'autre de tout lien juridique antérieur au dommage. Et peut-on dire qu'il n'existe entre le

(1) LE POITEVIN. — *Op. cit.* page 1247.

particulier et l'État aucune obligation réciproque ? Les citoyens n'ont-ils pas des devoirs vis-à-vis du pouvoir public ? Ne doivent-ils pas lui signaler les crimes, les délits dont ils ont été témoins, n'ont-ils pas le devoir de ne pas contrevenir aux lois ? L'État ne doit-il pas faire respecter les droits du particulier, rechercher et punir les auteurs des crimes et des délits qui y porteraient atteinte ? Et nous tenons dès maintenant à dire, sauf à revenir sur cette idée, que le citoyen et la société sont l'un vis-à-vis de l'autre dans une situation qui ressemble fort à celle de deux contractants (1).

Est-ce à dire qu'un contrat ait jamais été passé entre eux ? On l'a prétendu. Et ceux qui soutiennent cette thèse en concluent que le droit de la victime de l'erreur judiciaire a pour fondement une faute contractuelle.

Ils supposent que l'organisation sociale aurait à sa base un contrat, le contrat social. Et parlant toujours par hypothèse ils présument que pour prix de l'abandon de ses droits (droits que l'on attribue à l'individu isolé de tout corps social, et qui consisteraient dans le droit de défense et de vengeance individuelles) l'État a pris certains engagements auxquels il doit rester fidèle sous peine d'encourir

(1) D'après M. CAMOIN DE VENCE, l'article 1382 serait au contraire le véritable siège de la matière. *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1896, page 4.

une responsabilité analogue à celle d'un contractant ordinaire infidèle à son traité.

L'individu isolé, affirme-t-on, avait une prérogative imposée par la nécessité, celle de défendre lui-même ses droits ou plus exactement de se venger, d'appliquer la loi du talion. Lors de l'absorption de l'individu d'abord dans la famille, puis dans la tribu, enfin dans la nation, plus ou moins volontairement et explicitement, l'individu a renoncé à son droit au profit du chef de famille qui plus tard est devenu l'État. Mais cet abandon il ne l'a pas fait sans que certains engagements ne fussent pris à son égard. L'État se serait donc engagé, en échange, à garantir à l'individu l'intégralité de ses droits. Il lui aurait promis qu'aucune atteinte n'y serait portée par les autres membres de la société, à plus forte raison par lui-même. Certes, si le particulier contrevient aux lois, il ne saurait se plaindre d'encourir la peine qu'entraîne un pareil acte. Mais si sa conduite est irréprochable, et que l'État commette à son préjudice une erreur judiciaire et porte ainsi sans motif atteinte à ses droits, il est bien venu à prétendre que son cocontractant ne remplit point ses engagements (1).

En résumé, cela revient à dire que l'État a pris

(1) Sur ce point, voir PASCAUD. « De l'indemnité à allouer aux individus indûment condamnés ou poursuivis en matière criminelle ou correctionnelle ou de police ». *Revue de Jurisprudence*, année 1888.

l'engagement de ne commettre aucune erreur, que lorsqu'il en commet une il n'exécute pas ses promesses, et qu'il doit par là même et par cela seul des dommages et intérêts.

On pressent quel avantage pratique cette théorie présente sur la précédente : la victime de l'erreur n'a plus à sa charge la preuve de la faute. Si donc l'erreur est le résultat de la fatalité, ou d'une faute difficile ou impossible à prouver, sa demande en indemnité n'en devra pas moins être accueillie.

Mais l'exactitude de l'hypothèse très ingénieuse sur laquelle repose cette thèse est-elle bien démontrée ?

Il faut bien préciser que le contrat dont on veut parler est un contrat tacite, implicite, et pour ainsi dire involontaire (quelque contradiction qu'il y ait entre ce mot et celui de contrat). De sorte que c'est une objection de peu de portée que de dire ainsi que le fait M. Péan que cette théorie invoque un contrat dont la « date et les signataires » sont inconnus. Ce dont on veut parler c'est d'une sorte d'accord conclu non pas en un jour déterminé, mais durant une longue suite d'années, et l'idée qui pourrait bien plutôt prêter à critique c'est celle qui consiste à penser que quelqu'un ait jamais eu l'idée de le signer.

Il n'en est pas moins vrai que l'on nous parle d'une convention intervenue à l'époque primitive.

Il semble vraiment que nos rapports sociaux soient

encore régis aujourd'hui par un contrat passé à l'époque primitive. Mais s'il est vrai que l'organisation sociale ait à sa base un contrat, c'est un contrat transformable dans son essence même ; il se transformait hier, se transforme aujourd'hui et se transformera demain. Les rapports sociaux ne sont pas régis par des règles immuables, et surtout les rapports de l'individu et de l'État. Il est facile de constater que chaque jour les droits de l'individu s'affirment avec plus de vigueur en face des prétentions de l'État.

Enfin, on cherche à déterminer les termes du contrat dont l'inexécution donnerait naissance au droit de la victime.

Nous avons déjà vu que d'après l'interprétation donnée l'État se serait engagé à ne pas commettre d'erreur.

Or, il est impossible qu'une semblable prétention ait été formulée et accueillie.

On se fonde il est vrai pour la soutenir sur « l'indépendance et la fierté native » de l'homme primitif. Mais si vif qu'ait été ce sentiment, comment aurait-il pu donner naissance à une prétention aussi exorbitante ! D'autre part, les hommes représentant l'État pouvaient-ils raisonnablement s'engager à être infaillibles ? S'ils l'avaient fait ils auraient témoigné d'une connaissance bien imparfaite de l'esprit humain, qui ne peut éviter l'erreur.

Ils auraient d'ailleurs ainsi promis de faire

l'impossible, et une semblable clause vicie tous les contrats.

Si l'État a pris un engagement ce ne peut être que celui de remplir son rôle de justicier de la façon la plus prudente et la plus éclairée qu'il soit possible.

A notre avis donc l'interprétation que l'on donne du contrat prétendu est inadmissible. Nous ne croyons pas davantage à l'exactitude de l'idée qui consiste à penser que nos rapports sociaux actuels sont régis par une convention, qui dit-on serait intervenue lors de la formation de la société.

Mais si nous nions l'existence d'une convention effective, nous ne prétendons pas que les droits, les devoirs qui lient les membres de la société et l'État ne soient pas analogues à ceux qui existeraient s'il y avait eu véritablement convention.

CHAPITRE III

VÉRITABLE PRINCIPE ET VÉRITABLE NATURE DE L'OBLIGATION DE L'ÉTAT

Si l'on a voulu établir la responsabilité de l'État sur la théorie de la faute, c'est que l'on a considéré comme un véritable dogme ce principe qui paraissait intangible : « Il n'y a pas de responsabilité sans faute. » Et alors, prétendant que l'État était responsable, on a été amené à penser que c'était sans doute parce qu'il était en faute.

Eh bien, non, au cas d'erreur l'État n'est pas en faute et cependant les principes du droit commandent qu'il soit responsable.

Il faut donc affirmer en effet que l'absence de faute n'est pas un obstacle à la responsabilité.

La théorie de la faute et de la responsabilité qui peut en résulter a subi une transformation et pour

ainsi dire « une crise ». La théorie traditionnelle est en train de disparaître dans les rapports de particulier à particulier. Voici ce que dit à ce sujet M. Larnaude (1) :

« Qu'est-ce donc en effet que la théorie du risque
« professionnel, qui forme la base de toutes les lois
« récentes sur la responsabilité en cas d'accidents
« dans l'industrie ? Qu'est-ce donc sinon l'abandon
« complet de cette théorie de la faute, théorie exclu-
« sivement et étroitement individualiste, qui ne peut
« plus suffire dans les conditions nouvelles faites à
« l'industrie, par suite des transformations apportées
« à la technique de la production ? Il résulte en effet
« de ces transformations qu'il y a une foule d'acci-
« dents dont la cause reste inconnue. Peut-on
« cependant laisser sans indemnité l'ouvrier victime
« d'un accident dont on ne peut faire remonter la
« responsabilité à une faute du patron ? Ne vaut-il pas
« mieux grever de cette indemnité les frais généraux
« de la production industrielle ? C'est ce qu'on a
« pensé, Messieurs, et c'est ce qui a fait établir cette
« théorie du risque professionnel dont on a pu dire
« sans exagération qu'elle est en train de faire le
« tour du monde et de révolutionner le monde du
« travail. C'est une idée pareille qu'il faut faire péné-
« trer dans la partie de la législature criminelle qui

(1) LARNAUDE. — *Bulletin de la Société générale des prisons*, 1896, p. 14 et suivantes.

« nous occupe. Lorsque cette grande machine qui
« s'appelle l'État, cent fois plus puissante et cent
« fois plus dangereuse aussi que les machines de
« l'industrie, a blessé quelqu'un, il faut que tous
« ceux dans l'intérêt de qui elle fonctionne en cau-
« sant ce préjudice viennent le réparer. Ainsi l'exigent
« les principes de solidarité et de mutualité qui sont
« le fondement même de nos institutions et dont
« aucune conséquence n'est certes plus intéres-
« sante. »

Et n'est-il pas facile d'ailleurs de montrer que divers textes législatifs ont établi la responsabilité en dehors de toute faute ?

Lorsque l'État exproprie commet-il une faute ? En aucune sorte. Bien au contraire il serait coupable de ne pas procéder aux travaux qui ont l'expropriation pour conséquence.

Ne doit-il pas pourvoir au fonctionnement des services publics ? Ne doit-il pas par exemple établir des voies de transport et ce devoir n'entraîne-t-il pas celui d'exproprier les particuliers ?

Le patron est rendu responsable des accidents survenus à ses ouvriers. Ces accidents sont pour la plupart le résultat de l'emploi de machines dangereuses. Est-ce une faute de la part du patron que de les employer ? Ne doit-il pas au contraire atteindre à la production la plus parfaite et pour cela ne faut-il pas qu'il mette en usage les instruments les plus nouveaux, du maniement le plus rapide ? S'il agissait

autrement il ne remplirait pas ses devoirs d'industriel.

De même le souverain n'est pas en faute lorsqu'il pourvoit au fonctionnement de la justice, ne serait-il pas en faute au contraire s'il n'établissait pas des tribunaux? Il ne fait donc que se soumettre à une obligation nécessaire et stricte en faisant rendre la justice. Et cependant nous prétendons qu'il est responsable des erreurs, qui sont pour ainsi dire les accidents inévitables du fonctionnement de la justice.

Mais, ainsi que nous l'avons dit, lorsque l'on soutient qu'un droit existe, lorsque l'on prétend établir une responsabilité, il ne suffit pas d'avoir montré qu'il est parfois des responsabilités en dehors de toute faute, il faut encore établir que dans notre hypothèse il est un fondement juridique, autre que la faute, à la responsabilité de l'État.

C'est ce que nous allons essayer de faire.

On a dit que, lorsque l'État ou les départements ou les communes exproprient, la cause de leur dette est l'acquisition que l'expropriation leur procure. Un acheteur doit le prix de l'objet acheté. L'État doit le prix de ce qu'il acquiert par expropriation.

Cette idée n'est pas inexacte, elle est simplement incomplète.

Dans l'évaluation de l'indemnité, la valeur absolue du terrain est prise en considération par le jury,

mais il n'est pas douteux que l'indemnité est toujours bien supérieure à cette valeur.

C'est qu'un autre élément entre en ligne de compte dans la détermination du chiffre des dommages-intérêts.

Prenons un exemple : l'État exproprie pour établir des voies de chemin de fer. Il en résulte pour lui un premier avantage. Il s'enrichit de la valeur même du terrain. Mais cet avantage n'est pas le seul. Tous les membres de la société peuvent voyager commodément. Aussi prend-on en considération pour juger l'indemnité non seulement la valeur stricte du terrain exproprié, mais en outre l'avantage qui résultera pour tous les membres de la nation de l'amélioration apportée dans les moyens de transport.

Voici maintenant pourquoi on prend en considération ce dernier élément.

L'avantage que l'expropriation a procuré aux membres de la société et dont ils sont tous à jouir, ils l'ont acquis au détriment d'un seul d'entre eux. Ils se sont pour ainsi dire enrichis à ses dépens. Or, nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui.

Aussi une indemnité est-elle fixée de façon à répartir ce préjudice subi par un seul au profit de tous. De la sorte aucun enrichissement injuste n'est maintenu.

C'est en vertu du même principe que la loi de 1898 a mis les risques de l'industrie à la charge du patron.

Le risque, les dangers de l'industrie moderne seraient en grande partie écartés par le travail à la main. L'emploi des machines entraîne avec lui le risque et le danger. On n'hésite pas cependant à y avoir recours car il en résulte de grands avantages. Les produits de l'industrie sont meilleurs, infiniment plus nombreux. Les acheteurs en recueillent un grand avantage, le prix est moins élevé, l'objet acheté de meilleure qualité. Mais celui qui est le premier à recueillir les avantages que procure leur emploi, c'est le patron.

Car le prix de la production est peu élevé et la production est beaucoup plus ample. L'emploi des machines lui procure d'immenses bénéfices.

Mais ces bénéfices il les réalise aux dépens de ceux qu'il expose au péril en employant les machines dangereuses (1). Il s'enrichit donc en somme aux dépens de ses ouvriers. Aussi leur a-t-on donné le droit d'exiger de leur patron une indemnité. De cette façon-là le risque est remis à la charge de celui qui en

(1) Voici sur ce point l'instruction du garde des sceaux aux procureurs généraux (10 juin 1899): « La statistique a permis d'établir que sur 100 accidents, 25 peuvent être attribués à la faute de l'ouvrier, 20 à la faute du patron, 8 à la faute combinée du patron et de l'ouvrier, 47 à des cas fortuits ou de force majeure ou à des causes indéterminées. L'ouvrier (en vertu de l'application de l'art. 1382) subissait non seulement la charge de sa faute, faute souvent bien excusable, mais encore celle des cas fortuits ou de force majeure, ou encore des accidents dans lesquels la faute du patron ne pouvait être établie. Dans les deux cas il était donc déchu de tout droit à indemnité. »

profite et le principe « nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui » est observé.

Ce même principe est à la base de l'obligation de l'État au cas d'erreur judiciaire et c'est sur lui que repose le droit de la victime à une indemnité.

En établissant l'organisation de la justice on crée un risque. Car quelles que soient l'attention du magistrat et la prudence qu'il apporte dans l'exercice de ses fonctions, si éclairées que soient les lois, il se produira toujours des cas où l'intelligence humaine sera mise en défaut, des concours de circonstances qui déconcerteront les prévisions de l'homme, qui l'induiront en erreur.

D'autre part l'autorité judiciaire est établie dans l'intérêt de tous.

Les poursuites sont décidées, les condamnations sont prononcées afin que sécurité soit assurée aux droits et aux intérêts des citoyens.

Cette sécurité ils ne peuvent l'acquérir qu'aux dépens des individus qui seront victimes du risque créé. On peut dire que la société acquiert la sécurité, ou même en employant les mots en dehors de leur acception habituelle, qu'elle s'enrichit ainsi aux dépens des victimes de l'erreur.

Eh bien ! ce grand principe d'équité « nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui » qui domine le code dans son ensemble s'il n'y est jamais exprimé d'une façon précise, doit être respecté

dans les rapports de la société et de la victime de l'erreur judiciaire (1).

Et c'est pour l'observer qu'au moyen de l'allocation d'une indemnité, l'on répartira entre tous le préjudice subi par un seul dans l'intérêt de tous les membres de la société.

Nous venons d'employer le mot société. Cette expression ne fait-elle pas songer qu'à tout prendre une nation est une sorte de société ?

Nous avons fait pressentir plus haut que si l'état social n'avait pas à sa base un contrat effectif, il n'en était pas moins vrai que les différents membres d'une nation sont dans des rapports analogues à ceux qui unissent des contractants.

Serait-il trop hardi de dire que le lien qui les unit est semblable à celui qui lie les membres d'une véritable « société », ce contrat d'où l'équité écarte plus que d'aucun autre tout enrichissement injuste ?

Tout a été mis en commun entre les membres de la société, les succès et les malheurs. Les gains et les pertes doivent être répartis entre eux. Il ne faut pas que l'erreur judiciaire, qui est une sorte de

(1) LE POITEVIN. — *Op. cit.* « La procédure, l'instruction criminelle et la détention ont eu lieu dans l'intérêt de tous, car la répression est d'intérêt collectif. Elles ont cependant porté atteinte aux droits d'un seul ; elles ont même porté sur le premier de ses droits, sur la liberté individuelle. Il lui est donc dû compensation du sacrifice, immérité par hypothèse, qu'il a dû subir au nom de l'utilité générale. L'erreur judiciaire devient ainsi un risque inhérent à l'exercice même de la fonction judiciaire. »

perte, reste à la charge d'un seul des associés, la victime de l'erreur.

C'est donc un véritable droit qu'il faut reconnaître à la victime de l'erreur judiciaire, et non pas la faculté d'implorer une aumône.

D'ailleurs on peut puiser dans l'histoire l'espoir que cette dette de l'État sera reconnue dans l'avenir d'une façon unanime.

Le droit de l'exproprié n'est aujourd'hui contesté par personne. Il n'en a pas cependant toujours été ainsi.

Dans notre ancien droit, le droit de propriété individuelle n'était pas reconnu d'une façon absolument nette. Durant le règne du pouvoir absolu, lorsque Louis XIV prétendait avoir un droit de propriété sur tous les biens de ses sujets, il n'y avait pas de droit reconnu au cas d'expropriation. « On indemnisait quand on le pouvait et jamais préalablement. Ce n'est que lorsque l'idée d'un droit de propriété absolue, d'un droit opposable à l'État eût pénétré dans la législation constitutionnelle, et plus tard dans la législation ordinaire qui l'a organisée, c'est alors seulement que le droit à indemnité a été organisé (1). »

Il en sera de même du droit à la liberté individuelle, ou plutôt une évolution semblable se produit à son sujet. Ce droit ne date que d'hier, de sorte qu'il a pu

(1) LARNAUDE. — *Op. cit.*, p. 18.

sembler jusqu'à aujourd'hui presque naturel que sa violation ne donne pas droit à une réparation. Mais plus on avancera, plus les droits de l'individu s'affirmeront en face des prétentions de l'État. Et alors on ne mettra plus en doute que la violation de l'honneur, de la considération et de la liberté n'entraîne à la charge de son auteur une véritable dette ; personne ne songera plus à dire qu'il n'incombe à l'État qu'une obligation morale, un simple devoir de charité ; tout le monde reconnaîtra dans cette obligation une véritable dette, au sens juridique de ce mot.

TITRE II

CONSÉQUENCES DU PRINCIPE ADMIS ; DANS QUELLES
MESURES ELLES DOIVENT
OU PEUVENT ÊTRE CONSACRÉES LÉGISLATIVEMENT

Nous avons établi dans le titre précédent que l'État est, au cas d'erreur judiciaire, grevé d'une dette au sens juridique du mot.

De ce principe découlent diverses conséquences qui se rattachent aux points de vue suivants :

1° Détermination des cas où une action contre l'État doit être accordée à la victime ;

2° Fixation de l'indemnité ;

3° Compétence.

Ces conséquences, nous les déterminerons au cours de cette deuxième partie de notre étude ; nous nous demanderons, en même temps, dans quelle mesure il est souhaitable ou possible que la loi les consacre.

CHAPITRE PREMIER

DÉTERMINATION DES CAS OU UNE ACTION CONTRE L'ÉTAT DOIT ÊTRE ACCORDÉE A LA VICTIME

Pour qu'il y ait lieu à réparation deux conditions essentielles doivent se trouver réunies :

En premier lieu l'erreur ;

En second lieu le préjudice.

Le préjudice n'a pas besoin d'être défini, mais il faut tout d'abord préciser le sens du mot « erreur judiciaire » et ne laisser aucun doute sur ce point.

SECTION I

*Dans quel sens doit être prise l'expression
« Erreur judiciaire »*

L'erreur peut se produire en un sens favorable à l'individu qui en est l'objet : une sentence d'acquiescement intervient en faveur d'un coupable. La justice

est induite en erreur. Mais il est évident que dans cette hypothèse d'erreur, la question de réparation ne se pose pas.

Cette remarque, que nous nous bornerons à faire sans y insister davantage, nous permettra de préciser l'hypothèse que nous avons en vue lorsque nous parlons d'erreur judiciaire.

On ne songe pas, avons-nous dit, à accorder une réparation à un coupable. Il faudra donc que celui qui réclame une réparation établisse qu'il n'est pas coupable. Pour qu'il ait droit à réparation, il ne suffira pas que de la sentence résulte la *non-culpabilité*, il faudra qu'il en résulte la *preuve de l'innocence*, qui, ainsi que le dit M. Mayer, « pourrait seule fournir la base légitime d'un droit à réparation » (1).

Mais tout acquitté ne pourrait-il pas prétendre à juste titre que son innocence est proclamée par la sentence même d'acquittement? « Il a été impossible, dira-t-il, de réunir contre moi des charges établissant ma culpabilité. N'ayant pas la preuve de ma culpabilité, vous devez me considérer comme innocent en vertu de ce principe que l'innocence doit être présumée. »

Ce raisonnement ne saurait être admis. L'innocence doit se présumer, il est vrai. Mais en quel sens

(1) MAYER. — *La question de la révision des procès criminels et correctionnels et des indemnités à accorder aux victimes des erreurs judiciaires*, page 163.

faut-il entendre ce principe de droit? En ce sens que les charges les plus fortes ne peuvent justifier une condamnation si elles n'écartent pas toute possibilité d'innocence. La possibilité d'innocence met un obstacle absolu à toute condamnation. Mais ce n'est pas à dire qu'elle donne droit à une indemnité.

S'il en était autrement, on serait conduit à deux résultats également fâcheux.

On donnerait une prime non pas à l'innocence ou à l'honnêteté, mais dans beaucoup de cas à une habileté suspecte. Il est deux sortes de preuves en effet : les preuves morales et les preuves matérielles. Les preuves morales sont souvent aussi sûres que les preuves matérielles et cependant le jury hésitera à les admettre.

Le juré n'ose pas rendre un verdict affirmatif lorsque la culpabilité n'est que moralement établie. Il acquitte alors bien qu'il puisse être persuadé de la culpabilité du prévenu. Et si, dans un pareil cas, on lui demandait d'allouer une indemnité, il s'y refuserait, sentant lui-même qu'ainsi il glorifierait l'habileté malhonnête. Ainsi le principe que l'on invoque détruit le raisonnement que l'on veut lui donner pour corollaire. C'est justement parce que la simple possibilité, même légère, d'innocence doit entraîner l'acquittement, que l'acquittement ne peut pas être considéré comme entraînant nécessairement l'allocation d'une indemnité.

En outre, si on accordait une indemnité aux indi-

vidus dont l'innocence est très douteuse, on jetterait un discrédit sur la réparation. Or, l'indemnité n'a pas seulement pour but de réparer le préjudice matériel, mais aussi le préjudice moral. Si l'on veut obtenir ce résultat, il faut que l'allocation ait un caractère affirmatif d'innocence. Si on lui enlève ce caractère, le but poursuivi ne sera plus atteint. Et les honnêtes gens se refuseraient à accepter une réparation qui les assimilerait à des individus dont l'honorabilité est suspecte.

En résumé, et nous tenions à insister sur ce principe, car nous en tirerons parti dans les chapitres suivants, il n'y a erreur judiciaire, il ne peut y avoir action en réparation que lorsque l'innocence est établie.

SECTION II

Des hypothèses où l'erreur peut être constatée ou sera proclamée de plein droit

L'erreur judiciaire peut théoriquement être constatée dans trois hypothèses : l'hypothèse du non-lieu, celle de l'acquittement, celle enfin de la révision. Mais une différence profonde sépare les deux premières de la dernière : au cas de non-lieu ou d'acquittement, une erreur s'est peut-être produite :

un innocent peut être poursuivi ; mais la chose n'est point certaine ; l'erreur pourrait être constatée dans telle hypothèse particulière, elle n'est point proclamée de plein droit. Au cas de révision, au contraire, suivant nous, tout au moins, l'erreur est officiellement et de plein droit proclamée.

Examinons maintenant d'une façon séparée chacune de ces trois hypothèses, afin de déterminer les cas où la réparation peut et doit intervenir.

§ 1. — *Du non-lieu*

Nous examinerons en premier lieu le cas où un individu compris dans une procédure d'instruction est ensuite relaxé sur ordonnance de non-lieu.

Nous l'avons dit, ici l'innocence n'est pas établie de plein droit. La preuve de l'innocence ne peut donc résulter que de l'exposé des motifs de la décision de relaxe. Or l'ordonnance de non-lieu doit être motivée. En fait, elle l'est incomplètement, mais rien n'empêcherait qu'elle le fût d'une façon précise.

Dans la majorité des cas l'exposé des motifs n'établira pas l'innocence. Si le magistrat instructeur a relaxé, c'est, souvent, simplement parce que dans l'état actuel, les charges ne sont pas assez fortes pour justifier le renvoi devant une juridiction de jugement ; de là le caractère provisoire de l'ordonnance.

Parfois l'inculpé est relaxé parce qu'il est innocent au regard de la loi pénale, sans l'être au regard de la

loi morale. L'acte qu'il a commis ne tombe pas sous le coup de la loi; il constitue néanmoins un méfait.

Mais il est certaines hypothèses où l'innocence du relaxé pourra résulter d'une façon très nette de motifs contenus dans l'ordonnance de non-lieu.

Il en sera ainsi lorsque le juge d'instruction aura, au cours de la procédure, acquis la preuve que le crime qui en faisait l'objet a été commis par un autre individu que l'inculpé; ou qu'il n'a pas été commis du tout, le prétendu homicide était un suicide; ou lorsque l'inculpé a pu établir un alibi, duquel il résulte qu'au moment même du crime accompli dans tel lieu, il se trouvait en tel autre. De pareils motifs établiront d'une façon évidente l'innocence.

§ 2. — *De l'acquittement*

Les sentences d'acquittement peuvent être le résultat de la certitude de l'innocence.

Elles peuvent aussi avoir été rendues parce que la culpabilité n'était pas suffisamment établie ou bien parce que le méfait ne constituait pas de l'avis de l'autorité judiciaire un crime ou un délit.

Enfin il est possible qu'elles aient été inspirées par un sentiment de clémence. Des circonstances atténuantes ont été prises en considération; une longue

détention a été subie, la peine édictée par la loi paraissait en disproportion avec la faute.

Les raisons qui ont guidé le juge peuvent être, comme on le voit, bien différentes les unes des autres. Souvent elles n'impliqueront, en aucune sorte, l'innocence.

Comment se rendra-t-on compte du point de savoir si la raison de l'acquittement est la certitude de l'innocence? Par l'exposé des motifs. Or, ces décisions sont-elles motivées ou pourraient-elles l'être?

Il faut distinguer à ce sujet entre les verdicts du jury, et les jugements des tribunaux correctionnels.

Les verdicts du jury ne sont pas motivés.

Mais serait-il possible qu'ils le fussent? Il nous semble bien difficile de l'admettre (1).

La composition actuelle du jury y met un premier obstacle. Ce n'est pas chose aisée que la rédaction d'un jugement. Pourrait-on exiger une tâche aussi délicate de la part de gens d'un niveau intellectuel moyen que leurs occupations habituelles n'y ont pas préparés?

Bien plus, exiger des jurés qu'ils formulent les motifs de leurs décisions, ce serait édicter une décision en contradiction même avec l'esprit général de l'institution du jury. Pour s'en rendre compte il suffit de lire l'article 342 du Code pénal: « La loi ne demande pas compte aux *jurés des moyens par lesquels ils se*

(1) Sur ce point: MAYER. — *Op. cit.*, pages 165, 166.

sont convaincus ; elle ne leur prescrit point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve. Elle leur prescrit de s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement et de rechercher dans la sincérité de leur conscience *quelle impression* ont faite sur leur raison les preuves rapportées contre l'accusé et les moyens de la défense. La loi ne leur dit point : Vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par tel ou tel nombre de témoins. Elle ne leur dit point non plus : Vous regarderez comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera point formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins ou de tant d'indices ; elle ne leur fait que cette seule question qui renferme toute la mesure de leurs devoirs : *Avez-vous une intime conviction...* »

M. Bovier-Lapierre, au cours des débats de la loi de 1895, avait présenté un amendement d'après lequel le président de la Cour d'assises devrait provoquer de la part du jury une déclaration touchant l'allocation d'une indemnité, dans la forme et dans les conditions où est posée la question relative aux circonstances atténuantes.

Les inconvénients que présenterait la rédaction des motifs seraient ainsi écartés. Mais cette règle imposerait aux jurés l'obligation de formuler d'une façon implicite les motifs de leur décision. La complète liberté d'action qui doit être laissée au jury recevrait encore une atteinte.

Resterait encore d'ailleurs une difficulté relative à la fixation du montant de l'indemnité (1).

On pourrait songer à attribuer compétence sur ce point soit au jury lui-même, soit à la cour, soit aux tribunaux civils.

Aucun de ces systèmes ne serait sans inconvénients.

Se prononcer en faveur du jury ce serait exiger de lui une décision qui doit être en conformité, dans chaque espèce, avec la situation personnelle de l'acquitté, toutes choses qui exigent une délibération très délicate pour des juges d'occasion.

En outre il serait nécessaire que les décisions prises sur ce point présentassent une certaine uniformité, qu'il n'y eût point de disproportion trop grande entre les différentes indemnités allouées. Or, cette uniformité, peut-on espérer qu'elle résultera des verdicts des jurys ? L'inégalité de sévérité qui existe actuellement entre les décisions des différents jurys laisse peu d'espoir à ce sujet. Les jurys n'ont point de jurisprudence, les tribunaux seuls sont aptes à en établir.

On pourrait il est vrai remettre cette décision à la sagesse de la cour. Mais pour que ce système fonctionnât il faudrait que les deux éléments de la décision fussent en parfait accord ; c'est-à-dire qu'il faudrait que la cour s'inspirât d'une façon très exacte des intentions du jury. Or, ces intentions seront-elles

(1) MAYER. — *Op. cit.*, pages 167 et suivantes.

jamais bien clairement énoncées et alors on pourra craindre que la décision de la cour ne soit au-dessous des intentions du jury ou ne les dépasse. Il se pourrait aussi et cela se produirait souvent en fait que l'opinion des magistrats composant la cour fût diamétralement opposée à celle des jurés, qu'il fussent par suite peu disposés à se conformer très exactement à l'intention du jury. De là une contrariété d'opinion très fâcheuse entre les autorités composant la cour d'assises.

Restent les tribunaux civils. L'accusé ayant en mains la décision du jury favorable à l'allocation d'une indemnité se présenterait devant le tribunal civil, afin qu'il ait à statuer sur le quantum de l'indemnité. Ce système serait très dangereux pour l'acquitté. Celui-ci risquerait fort de se voir enlever le bénéfice moral qui résulte pour lui d'une sentence d'acquittement, par l'allocation d'une indemnité minime. Ce jugement du tribunal civil serait en fait une sorte de révision de la décision du jury. Et de ces sentences pourrait résulter une contradiction qui affaiblirait considérablement les avantages de l'allocation d'une indemnité.

Les jugements des tribunaux correctionnels, eux, contiennent l'exposé des motifs. Le magistrat a le devoir de les formuler d'une façon précise. La lumière sur le point qui nous occupe pourra donc résulter des jugements de ces tribunaux.

§ 3. — *De la révision*

En matière de révision ces difficultés ne se présentent plus.

Dans le cas où la Cour de cassation révisé sans qu'il y ait lieu à renvoi, l'innocence se trouve proclamée (sur ce point, Mayer, *op. cit.* page 119).

Il en est de même, croyons-nous, dans l'hypothèse d'un acquittement prononcé par la juridiction de renvoi. Cela résulte formellement à notre avis du texte de la loi (art. 441 de la loi de 1895) et de cette considération que la juridiction de renvoi faisant œuvre de révision, le résultat doit être le même que l'annulation définitive de la condamnation résulte de la décision de la Cour de cassation ou de la décision du tribunal à qui elle renvoie le soin de compléter son œuvre.

Nous croirions sortir des limites de notre sujet en examinant la controverse qui pourrait s'élever sur ce point (1).

(1) La solution que nous donnons nous paraît justifiée par les considérations et arguments suivants :

1° Le but de la loi. Tous ceux qui se sont occupés de la question de la révision et de la réparation qui en est la suite n'ont eu d'autre souci que la réhabilitation de l'innocent injustement frappé. Les travaux préparatoires de la loi de 1895 notamment (V. la 3^e partie de cette étude) démontrent que si le législateur a consenti à faire échec au principe de la chose jugée, ce n'a été que sous l'empire de cette préoccupation qu'une décision de justice avait atteint un innocent. La révision a donc été établie en faveur des seuls innocents. C'est

SECTION III

Des hypothèses où l'erreur entraîne un préjudice

Et maintenant il nous reste à montrer l'existence d'un préjudice dans chacune des hypothèses où l'erreur judiciaire a été constatée et prouvée, il y a eu préjudice.

dire que les innocents doivent seuls bénéficier de la révision et que lorsqu'une condamnation est définitivement annulée à la suite d'une procédure de révision, celui qui est l'objet d'une pareille décision est présumé innocent.

2° Le texte de la loi. L'article 441 prévoit quatre cas de révision. Il est facile de montrer que chacune de ces dispositions prévoit un cas d'innocence. Cela est d'évidence pour les deux premiers paragraphes : il est manifeste que si l'existence de la prétendue victime de l'homicide est considérée comme démontrée, il n'y a point de meurtrier ou que si de deux personnes condamnées pour un crime unique l'une vient à être acquittée et l'autre condamnée de nouveau, après procédure de révision, celle qui est condamnée est considérée légalement comme seule coupable et par suite celle qui est acquittée légalement considérée comme innocente. Il n'y a pas de doute non plus pour le paragraphe 4 : le fait nouveau ou les pièces nouvelles doivent établir non pas seulement la *non-culpabilité*, mais, dit le texte, l'*innocence*. Pour le § 3 la solution ne paraît pas tout d'abord aussi simple : l'on pourrait sans doute prétendre que la fausseté d'un témoignage produit au cours d'une procédure de jugement ne démontre pas nécessairement l'innocence du condamné ; mais il ne paraît guère douteux que le législateur ait songé à un témoignage tellement important et décisif que l'accusation était ébranlée au point de s'écrouler par sa suppression.

3° La considération que nous avons indiquée au texte. Malgré les différences de procédure, il n'y a qu'une seule révision parce que la

§ 1. — *Du non-lieu et de l'acquittement*

Au cas d'ordonnance de non-lieu et d'acquittement, tout d'abord le préjudice causé à celui qui bénéficie de ces décisions apparaît au point de vue matériel et au point de vue moral.

loi a poursuivi un but unique. Et que la Cour de cassation annule définitivement la condamnation (au cas où de nouveaux débats oraux et contradictoires sont impossibles) ou que cette annulation se produise après la décision de la juridiction de renvoi, le résultat n'en doit pas moins être le même, car la juridiction de renvoi fait œuvre de révision, elle achève l'œuvre de la Cour de cassation.

Or, que fait la cour suprême quand elle prononce d'une façon définitive l'annulation de la condamnation querellée ? Elle proclame d'une façon certaine l'innocence. Les termes de l'article 445 ne laissent point de doute à cet égard : « elle annulera seulement celles des condamnations qui avaient été *injustement* prononcées et *déchargera s'il y a lieu la mémoire des morts* ».

Voir au surplus les termes des arrêts :

VUILLEMINOT : « *Il y a donc lieu dès à présent de tenir pour démontrée l'innocence de ce condamné.* »

VAUX : « *Il ne subsiste contre Vaux que des renseignements... qui sont déstitués de toute valeur probante au point de vue de l'accusation qui avait été portée contre lui* » (ici l'innocence est démontrée parce qu'il ne subsiste aucun argument accusateur, elle est démontrée indirectement, mais elle n'en est pas moins certaine aux yeux de la cour).

PETIT : « *Les propos tenus... achèvent de démontrer que, comme Vaux, Petit a été victime d'une odieuse dénonciation et d'une erreur judiciaire.* » (SIREY, 1899, 1,425.)

Si donc les décisions des juridictions de renvoi ont la même portée que celles de la cour suprême, l'acquittement qu'elles prononcent a pour effet de proclamer officiellement l'innocence.

Nonobstant les termes de l'article 446 : « *l'arrêt ou le jugement de*

Le préjudice matériel est incontestable lorsqu'il y a eu détention préventive. L'homme que l'on prive de sa liberté est dans l'impossibilité de gérer ses affaires; la direction de sa famille, de sa fortune, de son industrie lui échappe. Et même si l'accusé a été

révision d'où résultera l'innocence du condamné pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts... »

Pourra, dit la loi. Mais cette faculté laissée au juge n'a trait qu'à l'hypothèse de la faute de la victime de l'erreur, les travaux préparatoires le démontrent. (V. cette thèse 3^e partie.) *D'où résultera l'innocence du condamné.* Est-ce à dire que de certains acquittements prononcés par la juridiction de renvoi peut ne pas résulter l'innocence? Non, les arrêts auxquels la loi fait ici allusion sont simplement les arrêts de la Cour de cassation prononçant le renvoi devant une juridiction de jugement. Ce sont bien là des « arrêts de révision » et ils ne prononcent pas encore l'innocence. Ce sont encore les décisions de la juridiction de renvoi qui prononcent une condamnation. La justesse de cette interprétation est démontrée par les termes du même article 446 dans les paragraphes suivants :

« Si l'arrêt ou le jugement définitif de révision prononce une condamnation il mettra à la charge du condamné le remboursement des frais envers l'État... » et plus loin : *« l'arrêt ou le jugement de révision d'où résulte l'innocence d'un condamné sera affiché... ».*

Il reste cependant une objection que l'on peut formuler de la sorte : l'acquittement qui va ainsi signifier officiellement que le condamné était innocent, devra cependant être prononcé par la juridiction de renvoi au cas où ce condamné fera simplement la preuve que sa culpabilité n'est point établie ; les termes des questions posées à la juridiction de renvoi par la Cour de cassation démontrent bien que la juridiction de renvoi n'a pas un rôle différent des juridictions ordinaires de jugement. Le condamné, pour être proclamé officiellement innocent, n'aura pas, devant la juridiction de renvoi, à démontrer son innocence, il suffira que les preuves de sa culpabilité soient insuffisantes.

Nous ne méconnaissons pas la justesse de cette observation. Mais elle

laissé en liberté, des soupçons n'en ont pas moins plané sur son honorabilité. L'autorité judiciaire leur a accordé un instant de créance. L'opinion publique toujours malveillante s'en est emparée; de là un discrédit qui peut porter atteinte à une industrie, enlever à un homme la confiance de ses chefs.

Celui qui a bénéficié d'une ordonnance de non-lieu, ou d'une sentence d'acquittement, aux yeux du public est toujours suspect. *Semper aliquid hæret*. Et c'est assurément une grande souffrance morale de se voir ainsi l'objet de la réprobation publique, lorsque l'on se sent la conscience nette. Et combien doit être horrible l'inquiétude de l'innocent tandis que se déroulent une instruction ou des débats dont il ne sait quelle sera l'issue. « Quelle torture abominable que celle du malheureux fort de sa conscience, arrêté au milieu des siens, traduit devant le parquet, le juge d'instruction, amené à l'audience publique où son énergie paraît du cynisme, son désespoir de l'accablement, où tout conspire contre lui-même jusqu'à sa douleur, qui paralyse son cerveau, entrave sa défense et fait de son attitude un témoignage accusateur. La pensée de ses vieux parents déshonorés à l'entrée de la tombe, de ses enfants flétris à

ne peut détruire notre argumentation basée sur la loi elle-même. C'est une critique adressée à la loi, et c'est une des critiques que le législateur aurait pu éviter en faisant la Cour de cassation souverain et dernier juge, en toutes matières, des questions de révision. Mais ce n'est pas le lieu d'aborder même en note ce dernier point de vue.

ce premier pas de la vie, d'une épouse aimée qui partage tant d'angoisses et de douleurs, c'est à rendre fou.

« En pensant à ceux qu'il aime au-dessus de la vie, à l'égal de la vie, à l'égal de l'honneur, l'infortuné se dit peut-être : Ne me croiraient-ils pas coupables, eux aussi ! Pareil supplice peut-il se dépeindre ? »

§ 2. — *De la révision*

Si une condamnation intervient ensuite, nous parlons ici de l'hypothèse de la révision, le préjudice est encore plus grand, est-il nécessaire de le démontrer ?

Nous avons ainsi établi que dans ces différentes hypothèses il y a un préjudice considérable ; que, d'autre part, si l'injustice de ce préjudice ne saurait être établi par les arrêts des cours d'assises, elle peut résulter au contraire de certaines ordonnances de non-lieu, de certains jugements correctionnels, qui eux peuvent contenir dans leurs motifs la preuve de l'innocence.

Il peut donc y avoir, au cas de non-lieu et tout au moins dans certains cas d'acquittements prononcés par les tribunaux correctionnels, affirmation d'un préjudice injustement subi et par conséquent il y a lieu, semble-t-il, à indemnité.

C'est au moins une des conséquences qui découlent

du principe que nous avons établi au début de cette étude.

Il est vrai, peut-être, de dire que le préjudice subi par l'innocent inculpé ou acquitté est moins considérable que celui subi par l'innocent condamné.

D'après M. Bovier-Lapierre, les situations ne seraient pas comparables. Certains prétendent au contraire que « si une instruction criminelle était ouverte contre eux ils préféreraient à une ordonnance de non-lieu rendue dans le secret du cabinet du juge, être traduits devant le tribunal ou la cour, car ils auraient un moyen de se justifier publiquement et la décision rendue après des débats publics, oraux et contradictoires leur donnerait pleine satisfaction et leur fournirait la réparation complète et nécessaire vis-à-vis de l'opinion publique » (1).

Ce sont là des appréciations personnelles. Que la souffrance endurée ne soit pas précisément égale dans toutes les hypothèses d'erreurs judiciaires, c'est possible ; cela est sujet à discussion. Mais il importe peu. Dès que le préjudice est subi (et il est permis d'affirmer qu'il est appréciable dans toutes les hypothèses), dès que d'autre part l'innocence est prouvée, il y a droit à réparation. Pour prétendre à juste titre que ce droit n'existe plus il ne suffirait pas de montrer que le préjudice est moindre, il faudrait montrer qu'il n'existe pas ou tout au moins qu'il n'est pas appréciable.

(1) MAYER. — *Op. cit.* pages 160 et 161.

Concluons donc nettement que suivant la rigueur des principes la loi devrait consacrer le droit à réparation dans toutes les hypothèses d'erreur constatée. Et il en devrait être ainsi sans conteste si le législateur n'avait à prendre en considération qu'un seul intérêt, celui de la victime d'une erreur judiciaire officiellement affirmée. Mais la loi ne peut tirer d'un principe toutes les conséquences sans se préoccuper de leurs effets et il est au contraire une foule d'intérêts, intérêts particuliers, intérêts généraux dont le législateur doit tenir compte, qu'il a le devoir et qu'il est dans la nécessité de ne pas léser (1).

Et puisque nous recherchons les cas où la réparation doit être accordée, consacrée non seulement en théorie mais en pratique et par les lois, ne nous bornons pas à rechercher à quelles conséquences conduit l'application logique du principe que nous avons posé ; voyons si ces intérêts généraux ou particuliers, dont le législateur a la garde, ne recevraient pas par l'admission du droit à réparation, dans tous les cas où la pure théorie semble la commander, une atteinte telle que la rigueur du

(1) LE POITEVIN.— *Rapport présenté à la Société générale des prisons, 15 décembre 1895.* « Mais le droit, le droit public en particulier, n'est pas un ensemble abstrait de principes indépendants, qui suivent séparément, chacun de leur côté, leur cours naturel, avec la plénitude de leurs applications logiques. Loin de là, ils entrent souvent en conflit, ils se limitent réciproquement, et les plus nécessaires exigent un sacrifice partiel des autres... »

principe doive céder devant les inconvénients que son application pourrait comporter. Nous nous demanderons même si le principe lui-même ne vient pas combattre les conséquences que l'on prétend qu'il commande.

SECTION IV

Obstacles à l'application du principe de la réparation

Il est une hypothèse d'erreur qu'il faut tout d'abord envisager. C'est celle où l'acte qui fait la matière de l'accusation ne constitue pas un crime ou un délit, mais n'en est pas moins un méfait. Il y a innocence aux yeux de la loi pénale et non au regard de la loi morale. L'auteur d'un semblable acte bénéficie de l'indulgence de la loi, comme certains coupables bénéficient parfois de la clémence du magistrat. Il serait mal venu à prétendre à une indemnité en se basant sur une disposition de loi, qui est en quelque sorte une mesure de faveur (1). Sans s'arrêter à la situation d'une victime qui n'est pas assez digne d'intérêt pour qu'elle trouve beaucoup de défenseurs, arrivons aux cas où il y a eu véritable erreur et erreur constatée.

(1) *Discours prononcé par M. GUÉRIN, le 12 février 1894.*

§ 1. — *Du non-lieu et de l'acquittement*

Nous parlerons d'abord de l'ordonnance de non-lieu et de l'acquittement, en second lieu de l'acquittement intervenant après une procédure de révision.

Il est nécessaire que l'autorité judiciaire jouisse d'un grand respect et il importe qu'aucune atteinte ne soit portée à sa considération si l'on veut que ses décisions soient acceptées par tous, que tout le monde s'incline devant ses décrets. Or, n'est-il pas à craindre que si l'on permet à la victime de l'erreur judiciaire de demander une réparation, on ne porte atteinte à la considération dont doit jouir la magistrature ? En allouant une indemnité, on va proclamer que la justice a été mise en défaut. Cette erreur judiciaire, l'opinion publique ne va-t-elle pas l'exploiter ; ne donnera-t-elle pas lieu à des campagnes de presse ; à des attaques personnelles contre les magistrats, attaques qui trouveront peut-être un appui dans les considérants du jugement accordant une indemnité ?

En présentant cette objection, on formulerait une crainte qui ne serait pas dépourvue de fondement. Nous ne nierons pas en effet que la proclamation de l'erreur ne puisse donner lieu à des attaques contre les magistrats. Mais cependant, quel reproche pourrait-on, à tout prendre, leur adresser ? Celui d'avoir commis une erreur. Or, quelle honte y a-t-il à se

tromper? Le reproche que l'on formulera sera sans consistance. Il ne faut donc pas le prendre en considération, surtout si l'on songe que la magistrature s'exposerait à un reproche autrement fondé si elle hésitait à reconnaître ses erreurs.

Sans doute, dira-t-on, mais il n'en est pas moins vrai que le magistrat instructeur pourra être intimidé par l'éventualité de cette action en réparation, qui sera comme la critique de ses actes. Il craindra de se compromettre aux yeux de l'opinion publique, et il n'osera plus agir avec la promptitude qui doit caractériser ses décisions.

Remarquons-le d'abord : il n'y aurait rien à regretter à une mesure législative qui aurait pour résultat de mettre devant les yeux les conséquences que peut entraîner un défaut de circonspection. Mais l'objection que nous venons de présenter suppose un juge qui n'a pas pour devise cette belle maxime qui doit être celle de tous les magistrats : *mea conscientia mihi pluris est*. Et il faut hautement proclamer que le juge ne doit jamais s'inquiéter de l'opinion publique et qu'il ne doit jamais écouter qu'une voix, celle de sa conscience.

Nous ne nous arrêterons donc pas à ces deux objections, qui d'ailleurs mettraient obstacle non seulement à la reconnaissance du droit de la victime de l'erreur judiciaire, mais aussi à toute révision et qui sacrifient l'innocence et l'honnêteté à la malveillance et à la mauvaise foi.

Notre opinion sera fondée sur une considération qui nous paraît plus sérieuse et qui même constitue à notre avis un obstacle insurmontable à la possibilité de la consécration du droit à réparation de la victime au cas d'acquittement et d'ordonnance de non-lieu.

M. Le Poitevin l'a formulée dans les termes suivants : « Par cela seul que quelques-uns d'entre eux obtiendraient avec une indemnité la déclaration de l'innocence, tous les autres resteraient sous le coup du soupçon — coupables impunis, dirait-on, qui ne doivent leur bonne chance qu'à un scrupule judiciaire. Pour améliorer le sort des premiers, on aggraverait donc le sort des seconds, du plus grand nombre, au lieu de laisser planer sur tous, dans l'opinion publique comme dans la sentence du juge, une incertitude uniforme, qui sauve les prévenus de la peine et jette une ombre sur leur réputation mais ne l'entame pas sans retour (1). »

M. Le Poitevin ajoute : « L'objection est vraiment troublante, je me demande si elle est bien vraie. Au fond n'est-il pas désirable que, quand un juge est en face d'une accusation et d'une défense, il dégage d'une affaire la solution la plus complète dont elle est susceptible ? Sans doute il y aura toujours une zone moyenne, dans laquelle seront presque uniquement compris ceux qui ont commis un délit, mais auxquels

(1) LE POITEVIN. — *Rapport sur les indemnités en cas d'erreur judiciaire. Revue pénitentiaire*, pages 1259-1260.

profite l'insuffisance de preuve. Mais de ce qu'il y a des cas dans lesquels la lumière ne peut éclater, est-ce une raison suffisante pour la fuir, quand un honnête homme, publiquement atteint dans sa considération, arrive à prouver son innocence parfaite ? »

Et l'on ajoute : « Les mœurs mettent-elles sur le même pied tous les acquittés, tous les relaxés. Que de nuances dans les jugements de l'opinion, plus sévères que ceux de la justice. Sa tendance est au contrepied de la maxime juridique. Le doute accable à tout jamais celui qu'il atteint. Malheur à celui qui a été accusé, ne fût-ce qu'une heure. Et s'il est un besoin impérieux de la conscience publique, n'est-ce pas de distinguer désormais avec certitude *entre des échappés de prison tous notés maintenant d'infamie* celui qui par son innocence démontrée a droit à une réhabilitation que nos lois lui refusent ? En droit d'ailleurs, nous avons constaté que les magistrats partout où leurs sentences sont motivées établissent cette séparation entre acquittés et relaxés, ce que la cour d'assises ne peut faire. Pourquoi refuser aux uns cette faculté qui existe au profit des autres ? Il nous paraît donc non seulement possible mais désirable de permettre à l'innocent sa réhabilitation complète (1). »

(1) PÉAN. — *De l'erreur judiciaire*, page 147.

Dans le même sens, NICOLAS (*Les réparations aux victimes d'erreurs judiciaires*) : « En théorie et en raison, l'axiome d'après

L'opinion ainsi défendue serait bien fondée si parmi les individus dont l'innocence ne peut être établie et qui bénéficient cependant d'une décision favorable il n'y avait que des « échappés de prisons » qui dussent tous « être notés d'infamie ».

Mais il n'en est pas ainsi.

On peut en effet distinguer trois catégories d'inculpés acquittés ou relaxés à la suite d'une ordonnance de non-lieu.

1^{re} Catégorie. — L'accusé a commis le fait qui lui est reproché. Mais le juge a pris en considération des circonstances atténuantes telles que la passion — ou la détention préventive — et il a acquitté un individu qu'il savait n'être pas innocent.

L'inculpé n'est pas indemne de toute faute. Le fait qu'il a commis tombe sous le coup de la loi

lequel tous les acquittés devraient bénéficier d'une égale présomption de non-culpabilité ne nous apparaît pas avec le caractère d'une vérité nécessaire et nous hésitons à croire que l'ordre social exige impérieusement qu'il n'y ait aucune différence entre les acquittements, et que pour éviter de jeter indirectement quelque défaveur sur l'inculpé, qui n'échappe à la répression que grâce à un doute de fait ou à une lacune de droit, le juge, manquant à sa conscience et refoulant les plus nobles aspirations de son cœur, s'applique à dissimuler dans les termes vagues d'une formule invariable l'innocence qu'il a reconnue... Si l'imperfection humaine fait que justice ne puisse être rendue à tous ceux qui peuvent la mériter, est-ce une raison pour la dénier à ceux qui ont fait preuve des titres les plus légitimes ? »

Même sens, BERNARD. — *Revue de Jurisprudence*, 1870. *De la réparation des erreurs judiciaires.*

morale. Au cours de l'instruction le juge d'instruction se confirme dans cette idée que le fait reproché à juste titre ne tombe pas sous le coup de la loi pénale.

2^e Catégorie. — Le prévenu est très suspect. Mais toutes les présomptions ne sont pas contre lui. Il y a doute faible, mais suffisant pour que l'acquittement se produise.

Le juge d'instruction considère que les charges réunies contre l'inculpé ne sont pas suffisantes pour justifier une poursuite. Il rend une ordonnance de non-lieu.

3^e Catégorie. — L'accusé démontre son innocence. Il est acquitté.

L'inculpé prouve son innocence. Il bénéficie d'une ordonnance de non-lieu.

Il faut se rappeler ici ce que nous avons dit au début de ce titre : on ne peut songer à accorder le droit à réparation qu'au cas où l'on considère que l'innocence est établie ; si sans être démontrée la culpabilité est possible, le droit à réparation ne saurait être admis. Car ce droit n'a pour base que la preuve de l'erreur, c'est-à-dire celle de l'innocence. Cela étant donné, la première ni la seconde catégorie d'individus que nous avons déterminées n'ont droit à réparation.

D'autre part, et en conséquence dès qu'une indemnité ne sera pas allouée à un acquitté ou au bénéficiaire d'une ordonnance de non-lieu, on dira à juste

titre : il n'est pas sûr qu'il ne soit pas coupable, et l'opinion publique aggravant méchamment ce doute dira : il est sans doute coupable. De là une atteinte certaine à l'honorabilité de ces individus.

Pour les prévenus de la première catégorie il n'en résultera aucun préjudice, car on ne peut porter atteinte à une honorabilité qui n'existe pas. Mais nous prétendons que la deuxième catégorie pourra élever de justes plaintes.

Pourquoi en effet n'accordera-t-on aucune indemnité aux individus que nous y avons compris ? Parmi eux se trouvent certainement des innocents. Leur fera-t-on un reproche de ne pas avoir établi leur innocence, alors qu'une preuve négative est presque impossible à faire ? La raison de votre refus, c'est que les lumières de la justice n'ont pas été suffisantes pour découvrir la vérité.

C'est donc à cause de l'insuffisance de vos lois, du défaut de perspicacité des juges ou de circonstances dont ils ne sont pas responsables que vous appelez sur eux la suspicion et le mépris.

Mais, dit-on, il faut, il est souhaitable que celui qui a prouvé son innocence trouve dans l'allocation d'une indemnité la réparation complète. « Malheur à celui qui a été soupçonné ne fût-ce qu'une heure », la foule pour toujours le méprisera. Ce mépris dont l'État est la cause il faut qu'il en lave l'innocent.

D'accord ! il est souhaitable en effet que la société répare ses torts. Mais qu'elle les répare aux dépens

de tous ses membres et non pas aux dépens de quelques-uns seulement qui seront victimes non de leur faute, mais de la fatalité ou du manque de perspicacité des magistrats !

Et de quel droit, à moins que ce ne soit celui qui pourra résulter d'une nécessité urgente et absolue, que l'on n'aperçoit pas ici, de quel droit l'État viendra-t-il jeter un nouveau discrédit sur un homme dont l'honorabilité n'a été entachée que grâce à l'erreur de ceux qui sont chargés d'appliquer la loi ? Cet homme aurait le droit d'invoquer dans la nouvelle situation où nous nous plaçons la maxime que l'innocence se présume et pourra dire : J'ai été relaxé, acquitté. Il est donc au moins possible que je sois innocent ; cela apparaît même comme probable et s'il vous a plu de me poursuivre sans preuves suffisantes, tout au moins ne me frappez pas d'une véritable peine en m'infligeant un refus qu'on n'adresse qu'aux coupables.

Ainsi donc, que la mesure proposée soit bonne et utile en ce qui concerne un grand nombre d'acquittés ou de relaxés cela n'est pas douteux. Il serait bon, au point de vue particulier de la victime, « qu'un homme publiquement atteint dans sa considération arrive à établir son innocence parfaite ».

Mais ce n'est pas là toute la question.

La question est de savoir si, dans l'intérêt de quelques-uns, l'État peut léser les droits de quelques autres. On l'a admis autrefois. La lettre de cachet en

est un exemple. Mais aujourd'hui les droits de l'homme sont considérés comme intangibles. Ce qui le démontre, n'est-ce pas le principe même de la réparation de l'erreur judiciaire ? Que l'on prenne garde que le principe lui-même ne se retourne contre les conséquences que l'on en peut tirer.

Revenons donc au principe. Rappelons-en la nature et la source : le fondement du droit à réparation c'est le sacrifice excessif supporté par la victime dans l'intérêt de l'administration de la justice ; n'imposons donc à personne un nouveau sacrifice excessif ! Nous serions en contradiction avec nous-mêmes !

§ 2. — *De la révision*

Les mêmes considérations ne peuvent plus être présentées au cas de procédure de révision.

Car, nous l'avons dit, d'après nous l'innocence est légalement proclamée chaque fois que cette procédure aboutit à l'annulation définitive de la condamnation attaquée ; soit que la Cour de cassation annule sans renvoi, soit que la juridiction de jugement acquitte sur le renvoi qui lui est fait par la cour suprême.

Aucune distinction alors à établir entre les différents acquittés, qui soit de nature à porter préjudice aux uns en favorisant les autres.

Aussi pensons-nous que la loi doit consacrer le droit à réparation dans cette hypothèse ; mais dans cette hypothèse seulement.

CHAPITRE II

FIXATION DE L'INDEMNITÉ

Le préjudice causé doit être la mesure exacte et unique de la réparation.

La situation plus ou moins florissante de fortune du condamné innocent ne sera prise en considération qu'autant qu'elle pourra servir à déterminer l'étendue du préjudice, mais le juge devra rester pénétré de cette idée qu'une dette existe par elle-même indépendamment de l'état de fortune du créancier.

D'autre part on devra tenir compte pour cette fixation de tout le préjudice causé, et au point de vue moral et au point de vue matériel.

On a prétendu cependant que l'indemnité ne devait avoir pour but que de réparer le préjudice matériel, parce qu'il est impossible que l'allocation d'une indemnité répare un préjudice moral. « L'honneur, a-t-on dit, ne se chiffre pas en argent. »

Nous ne croyons pas, à la vérité, que le préjudice moral puisse être entièrement réparé par les dommages-intérêts. Ce n'est pas à dire qu'il ne puisse l'être dans une certaine mesure. Quand on tâche de réparer le préjudice moral on cherche surtout à replacer un homme injustement discrédité dans le rang qui lui est dû dans la société, à le réhabiliter aux yeux du public, à faire savoir à tous que l'on considère son honorabilité comme intacte. L'allocation d'une somme d'argent n'est pas pour cela un moyen inefficace ; le public croira difficilement que l'on fasse un grand sacrifice pécuniaire au profit d'un coupable. S'il est d'ailleurs certains préjudices résultant de l'erreur qui sont moins complètement que d'autres susceptibles de réparation, ce n'est point à dire que l'on ne doive tenter de les réparer dans la mesure du possible. Une difficulté dans l'application ne doit pas faire échec au principe.

En matière de délits de presse, le préjudice n'est souvent que moral, les tribunaux n'accordent-ils pas cependant des dommages-intérêts et parfois si élevés qu'ils paraissent adéquats au préjudice causé ?

D'ailleurs la publicité donnée à la sentence complètera la réparation fournie par l'allocation de l'indemnité.

Comment au demeurant distinguer dans l'appréciation le préjudice moral du préjudice matériel ? Celui-ci a pour cause la privation de la liberté qui a empêché le condamné de gérer ses affaires. Il a aussi pour

cause la flétrissure morale qui a été jetée sur l'innocent ; si la clientèle s'est éloignée de sa maison, si ses relations commerciales ont été brisées, c'est dans le préjudice moral qu'il faut chercher la raison de ce préjudice matériel.

Nous avons dit que la fixation de l'indemnité devait être faite en principe indépendamment de la situation personnelle de l'innocent.

Il ne faudrait pas en conclure qu'aucun fait étranger au préjudice ne doit être pris en considération.

Nous avons ici en vue l'hypothèse de la faute, le cas où « par l'imprudence de son langage, de sa conduite, le condamné a paru se désigner aux poursuites », où, par exemple, « il a été trouvé sur le lieu du crime au moment où celui-ci venait d'être commis. De franches explications auraient démontré son innocence, il a refusé de les donner, ou, le cas s'est vu, il s'est franchement accusé pour sauver l'auteur véritable, où encore il a fait l'apologie du crime commis dans des circonstances suspectes ».

Ces actes devront porter le juge à refuser l'indemnité ou tout au moins il devra les prendre en considération pour déterminer le chiffre. Cela pour deux raisons :

Tout d'abord en vertu du principe de droit : *Nemo auditur propriam turpitudinem suam allegans*, et en second lieu, parce que si on accordait une indemnité aux gens qui se sont rendus coupables, on

enlèverait à l'indemnité le caractère de haute moralité qu'il est nécessaire qu'elle conserve si l'on veut qu'elle répare le préjudice moral (1).

(1) MAYER. — *Op. cit.*, page 440 : « Toute autre solution ôterait à l'indemnité le caractère et l'influence morale qu'elle doit avoir. »

CHAPITRE III

QUELLE SERA L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

Nous avons admis que l'État est grevé d'une dette au sens juridique du mot. Cette dette, il s'agit de l'évaluer en chiffres. C'est purement d'une question de réparation civile qu'il s'agit. C'est donc aux tribunaux qu'il appartient de statuer sur l'indemnité. Il y a là une application normale du droit commun.

Ce n'est pas aux représentants du pouvoir législatif qu'il appartient de connaître d'une pareille question. On ne pourrait leur attribuer la compétence sur ce point que si l'on considérait que la victime de l'erreur judiciaire est dans une situation comparable à celle des victimes d'un fléau de la nature. Mais précisément la situation de la victime de l'erreur judiciaire est toute différente, il n'implore pas un don, il demande le respect de son droit, le paiement de ce qui lui est dû. Si d'ailleurs on se place au point de vue pratique, on se rend compte

qu'une pareille décision présenterait de grands inconvénients. La décision du parlement serait souvent le résultat et comme le reflet des passions publiques, elle ne serait pas toujours inspirée par l'unique souci du droit de la victime.

On a proposé encore de soumettre la solution de ces questions à des commissions instituées dans chaque ressort, composées de magistrats, de personnalités administratives, de membres des corps élus, d'avocats. Les membres de ces commissions composeraient une sorte de juridiction et seraient à la fois les ordonnateurs éclairés des secours alloués par l'État. Il y aurait là « une nouvelle institution de bienfaisance et de justice sociale qui, après examen des situations individuelles prendrait les mesures de réparation matérielle et morale qu'elles comportent » (1). Les partisans de cette notion admettent en effet que si « une sorte de justice supérieure doit amener la société à ne jamais laisser l'innocent subir seul le poids d'un service public qui profite à tous », l'État souverain ne peut commettre aucun acte de nature à engager sa responsabilité.

Nous avons établi que l'État n'était pas irresponsable au cas d'erreur judiciaire. Nous ne saurions donc nous rallier à cette proposition.

Mais le choix est à faire pour nous entre les

(1) SELIGMANN. — *Des indemnités aux victimes de l'erreur judiciaire* (*Revue politique et parlementaire*, juillet 1895).

tribunaux de l'ordre judiciaire et ceux de l'ordre administratif.

Quand une contestation s'élève entre deux personnes, le bon sens indique qu'il ne faut pas que l'une d'elles soit juge en la matière.

A cette règle de pure justice, la législation, notamment la loi du 8 pluviôse an VIII, a apporté des exceptions. Des tribunaux administratifs ont été créés, composés de personnages qui sont pour ainsi dire les représentants de l'État. Le Conseil de préfecture est présidé en théorie par le préfet, et les conseillers qui le composent sont les auxiliaires et parfois les substituts du préfet dans l'exercice de ses fonctions administratives. La haute jurisprudence du Conseil d'État elle-même est composée de conseillers qui touchent de très près à l'administration. Compétence a été donnée à ces tribunaux touchant certaines matières presque politiques ou si importantes au point de vue général que l'on a considéré qu'il ne fallait à aucun prix que l'État courût le risque de voir ses intérêts sacrifiés.

Cette compétence des tribunaux administratifs est donc une grave exception à ce principe qu'il ne faut pas que l'arbitre d'une contestation soit à la fois juge et partie, mais cette exception est justifiée par des motifs d'ordre public.

Pour étendre cette exception à la matière des erreurs judiciaires, il faudrait au moins que ces motifs existassent. Or, en est-il ainsi ?

Si le droit à réparation devait être consacré aux cas d'ordonnance de non-lieu et d'acquittement, peut-être pourrait-on être effrayé par la perspective de nombreux procès susceptibles d'être intentés à l'État. « Il y a eu, en 1890, 1.160 acquittements en cours d'assises et 13.173 en matière correctionnelle. Total des acquittements 14.339. Sur ces 14.339 acquittés ont été détenus préventivement 3.152. Il a été rendu, en 1890, 12.219 ordonnances de non-lieu, et sur ces 12.219 prévenus, 4.154 avaient été l'objet d'une arrestation préventive (1). »

Mais nous avons établi que le droit à réparation ne doit être consacré qu'au cas de révision. Les révisions sont rares. Dès lors on ne peut pas dire que l'on se trouve en présence d'une situation dangereuse pour l'État.

Enfin la réparation des erreurs judiciaires est une question de haute moralité, il faut donc la faire résoudre par l'autorité la plus indépendante, c'est-à-dire par les tribunaux de l'ordre judiciaire qui auront sur les tribunaux administratifs l'avantage de connaître tous les éléments de l'affaire et d'être mieux à même de donner une solution exacte.

(1) Discours de M. GUÉRIN au Sénat, 12 février 1894.

TITRE III

DANS QUELLE MESURE LA LÉGISLATION A CONSACRÉ LE PRINCIPE ADMIS ET SES CONSÉQUENCES

Nous nous proposons maintenant d'examiner dans quelle mesure les véritables principes ont été discernés et appliqués par les lois au cours de l'histoire. Tel sera l'objet de notre troisième partie.

Cette question sera examinée en ce qui concerne l'ancien droit, le droit intermédiaire et le droit moderne. La loi de 1895 occupera une large place dans cette étude.

CHAPITRE PREMIER

ANCIEN DROIT

SECTION I

Période de l'accusation dite « populaire »

Pendant de longs siècles le droit d'accusation n'a pas appartenu à l'État. Le rôle d'accusateur était rempli par le citoyen. Il y avait là une sorte de délégation du pouvoir judiciaire (1).

Mais le citoyen ne pouvait porter une accusation sans encourir une responsabilité.

A Athènes, il devait désigner une caution avant le jugement. S'il s'agissait d'un crime contre la sûreté de l'État, il était condamné à une amende de mille drachmes s'il ne réunissait pas en sa faveur le cinquième des suffrages, et dans tout autre procès il était sous la menace de la perte de la vie ou de la liberté.

Il est à remarquer qu'à Sparte, où le rôle d'accusa-

(1) BERNARD. — *Revue critique*, 1870. De la réparation des erreurs judiciaires.

teur était réservé à des magistrats qui étaient à la fois juges, accusateurs et instructeurs, le principe de la responsabilité était écarté.

A Rome, bien que le droit d'accusation appartint à tout citoyen, il fut aussi attribué à des magistrats, aux *questores paricidii* d'abord, plus tard aux édiles et aux tribuns. Mais ces magistrats n'étaient pas tenus d'agir *proprio motu* et ils servaient principalement d'intermédiaire entre l'accusation particulière et certaines juridictions qu'eux seuls pouvaient saisir. Le rôle de l'accusation particulière était de beaucoup plus considérable.

La peine dont était frappé l'accusateur téméraire était celle de la loi du talion : *Si te injuste interpellavero et victus ex inde apparvero eadem pœna, quam in te vindicaro pulsavi, me astringo partibus tuis esse damnandum et subiturum*. En outre une responsabilité pécuniaire était assurée par une caution que l'accusateur devait fournir.

Ces responsabilités ne furent encourues au début que lorsqu'il y avait calomnie de la part de l'accusateur. Si le juge disait simplement : « Vous n'avez pas prouvé », l'accusateur ne pouvait être recherché.

Mais lorsque les délations se multiplièrent, elles le furent même au cas d'erreur, à moins que l'erreur ne fût très excusable.

Dans la législation des Francs le principal mode de preuve consistait dans des déclarations verbales.

Comme dans une accusation on voulait à tout

prix connaître la vérité, on admit que, lorsque les témoignages laissaient indécise la culpabilité ou l'innocence de l'accusé, celui-ci, pour être renvoyé absous, devait se laver du soupçon par le serment de cojureurs qui venaient affirmer leur croyance en l'innocence de l'accusé.

Mais ces serments étaient souvent des parjures. On admit que l'accusateur pouvait se refuser à en accepter les termes et en vérifier la valeur par les armes. « Il est juste que celui qui n'a pas balancé à affirmer la vérité d'une chose et a offert son serment n'hésite pas à combattre ». Si le cojurant de l'accusé était vaincu dans ce combat, tous ceux qui s'étaient engagés à jurer avec lui étaient tenus de payer une amende de trois cents sols. Si l'accusateur était tué le vainqueur était renvoyé de la poursuite avec une composition prise sur les biens du mort égale à neuf fois la valeur des réclamations « afin que l'on ait plus à se réjouir de la vérité que du parjure (1) ». Avec saint Louis le duel judiciaire fut aboli.

Vers le xv^e siècle l'accusation privée tend à disparaître. Mais ce n'est que beaucoup plus tard que le ministère public fut établi d'une façon complète bien que cette institution apparaisse dès le xiv^e siècle. Ce fut alors seulement que l'accusation publique et l'accusation privée furent nettement distinctes l'une de l'autre et que Muyart de Vouglas put dire : « Dans notre usage nous ne connaissons qu'un véritable

(1) BERNARD. — *Op. cit.*, page 375.

accusateur, parce qu'il n'y a que lui seul qui puisse poursuivre la vengeance du crime et conclure à la peine. C'est cet officier public qui s'appelle dans les cours supérieures M. le procureur général, dans les justices inférieures le procureur du roi... »

Mais alors la responsabilité de l'accusation ne pesa pas sur l'État, elle incombait aux magistrats (1).

Durant toute la période de l'accusation particulière, il n'y a pas absence de responsabilité. Un homme ne pouvait être accusé sans que son accusateur encourût une responsabilité vis-à-vis de lui.

Il y avait ainsi, en cas d'accusation téméraire, un véritable droit ouvert à celui qui en était l'objet.

Faut-il voir dans l'existence de ce droit la consécration de l'idée de réparation de l'erreur judiciaire ?

Nous remarquerons d'abord que l'État n'encourait aucune responsabilité. On ne saurait expliquer cette situation en disant que n'ayant pas l'initiative de la poursuite il ne pouvait en avoir la responsabilité. Si l'État ne s'arrogeait pas le droit d'accuser, il se reconnaissait celui de juger par l'intermédiaire de ses magistrats. Or, les instructions imprudentes et les poursuites mal fondées ne sont pas les seules hypothèses d'erreur. L'erreur se rencontre aussi au cas où après une condamnation l'innocence est établie. Dans cette dernière hypothèse ce n'est pas seulement le magistrat accusateur qui a été mis en

(1) Ordonnance de François 1^{er}, de 1539.

défaut, c'est aussi le juge, qui prononce la sentence au nom de l'État.

S'il est vrai que l'État n'encourait aucune responsabilité, il n'en était pas de même du citoyen accusateur.

Mais peut-on trouver quelque rapport entre la situation qui était faite à ce dernier et celle où doit être placé l'État lorsqu'il dirige des poursuites mal fondées?

Nous avons montré plus haut les raisons qui justifient la responsabilité de l'État dans ce cas.

Les raisons qui motivaient la responsabilité du citoyen accusateur étaient-elles de même nature? Nous ne le croyons pas.

Il y a, nous semble-t-il, une grande différence entre les deux situations au point de vue du but poursuivi.

Si nous admettons que l'on doit rendre l'État responsable c'est afin de fournir à la victime un dédommagement au préjudice qu'elle a subi dans l'intérêt de tous. On tâche dans la mesure du possible de la replacer dans la situation où elle se trouvait avant les poursuites. C'est dans ce but que le jugement proclamant son innocence est publié avec le plus d'éclat possible, cela pour réparer l'atteinte portée à son honneur. C'est dans ce but qu'on lui alloue des dommages et intérêts, une indemnité qui est destinée à réparer le dommage causé à sa situation pécuniaire.

Si au contraire dans la période que nous venons de parcourir on charge l'accusateur d'une responsa-

bilité, c'est afin d'empêcher les accusations téméraires, afin d'effrayer le citoyen peut-être trop enclin à se laisser aller à la délation par esprit de vengeance ou par un autre intérêt personnel. Peut-on supposer que la loi du talion eût un autre but ? On peut affirmer en tout cas qu'elle n'était pas de nature à procurer à l'accusé un avantage réparateur. La poursuite de ce but explique qu'à Rome la responsabilité de l'accusateur ait varié dans ses degrés et qu'elle ait été d'autant plus étendue que le nombre des délations augmentait.

De là aussi l'institution du duel judiciaire, institution maladroite sans doute (et qui à mon sens n'est pas l'indication d'un sens « très pur » de la justice mais simplement la marque du règne de la force) mais qui pouvait avoir pour résultat de tenir en respect les accusateurs de mauvaise foi.

Le but poursuivi nous indique enfin que cette responsabilité était uniquement basée sur une présomption de faute et surtout de faute dolosive.

D'ailleurs cette responsabilité ne disparut pas dans la période de transition où le droit d'accusation passa des mains du particulier dans celles de l'État. On avait pour but d'empêcher les accusations considérées ou portées de mauvaise foi.

Pour y atteindre c'eût été un mauvais moyen que de mettre la responsabilité à la charge de l'État. Celui qu'il fallait rendre responsable, c'était l'accusateur personnellement. Auparavant l'accusateur

avait été le citoyen. On l'avait rendu responsable. Lorsque l'accusateur fut le magistrat, c'était le magistrat que l'on devait rendre responsable. De là les dispositions de l'ordonnance de 1539: « Art. 141.— Et pour ce que plusieurs magistrats subalternes, tant des nostres que autres, ont par ci-devant commis fautes et erreurs en la confection des procès criminels, qui ont été cause que nos Cours souveraines ont plusieurs fois donné arrêts interlocutoires pour la réparation des dites fautes, dont s'est suivi grande retardation dans l'expédition des dits procès et punition des crimes.

« ART. 142. — Que les juges qui seront trouvés avoir fait fautes notables en l'expédition des dits procès criminels seront condamnés en grosses amendes envers nous pour la première fois, et pour la seconde seront suspendus de leurs offices pour un an et pour la troisième fois privés de leurs dits offices et déclarés imbéciles à tenir offices royaux.

« ART. 143. — Et néanmoins seront condamnés en *tous les dommages-intérêts des parties* qui seront taxés et modérés comme dessus selon la qualité des matières. »

Les mêmes idées sont encore aujourd'hui prises en considération par nos lois, le magistrat n'est pas dégagé de toute responsabilité. Le citoyen, qui a le devoir de porter à la connaissance de l'autorité

judiciaire les méfaits dont il est instruit, et qui a par conséquent une fonction analogue, dans une certaine mesure, à celle qui incombait jadis à l'accusateur particulier n'est pas non plus dégagé de toute responsabilité.

SECTION II

Période de l'accusation publique

Nous sommes ainsi arrivés à l'époque où le droit d'accusation fut universellement et complètement reconnu à l'État.

C'est le moment où le pouvoir royal s'affermir et tend à devenir absolu.

Pendant longtemps encore le droit à la réparation, tel que nous le concevons aujourd'hui, ne sera point admis. Et pourquoi en sera-t-il ainsi ? L'explication réside dans les principes qui régissaient alors les rapports des particuliers et de l'État, dans la notion même du pouvoir absolu. Durant le règne de ces principes les droits de l'individu se sont effacés devant la toute-puissance de l'État. Le pouvoir royal ne respectait pas même le droit de propriété des sujets et expropriait sans fournir d'indemnité. La liberté humaine n'était pas protégée davantage et l'on pouvait la violer sans être contraint à une réparation.

Lorsque la toute-puissance de l'État fut contestée et que l'individu réclama la reconnaissance de son

droit à la liberté, de toutes parts en France on demanda la réparation de l'erreur judiciaire.

Cette réclamation fut d'ailleurs comme un cri de la conscience publique émue par les erreurs judiciaires qui firent tant de bruit vers la fin du xviii^e siècle ; émotion que témoigne le choix du sujet que la Société des Sciences et des Arts de Châlons mit au concours en 1781 : « Lorsque la société civile ayant accusé l'un de ses membres par l'organe de son ministère public succombe dans cette accusation, quels seraient les moyens les plus praticables et les moins dispendieux de procurer au citoyen reconnu innocent le dédommagement qui lui est dû de droit naturel » ; émotion à laquelle le pouvoir royal ne fut pas insensible car il accorda des pensions gracieuses aux innocents qui avaient été injustement condamnés et formula l'ordonnance de 1788 (1). Si dans cette ordonnance le roi n'opère pas la réforme législative que réclamait l'opinion publique, s'il ne comble pas la lacune que présentaient nos lois il affirme que cette lacune existe, il reconnaît sa dette et affirme le droit de la victime de l'erreur. On peut dire que le gouvernement se montrait alors plus libéral qu'il ne le fut un siècle plus tard. Il émit une théorie plus proche de la vérité que celle qui fut présentée par les organes du gouvernement en 1895 et en 1867. Voici en quels termes le garde des sceaux Lamoignon

(1) Vers même date, 1786, Code pénal toscan — faisait première application du droit à réparation.

s'exprimait dans son discours de présentation de l'ordonnance : « Après avoir déterminé la forme du jugement des coupables, le roi s'est occupé des dédommagements que vous décernerez aux innocents lorsqu'ils ont subi sur de faux indices les rigueurs de la procédure criminelle.

« Sa Majesté a voulu connaître le genre de réparation que la loi devait leur avoir assurée. Je dois le déclarer hautement, Messieurs, Sa Majesté a vu avec la plus grande surprise que la législation de son royaume n'avait rien statué en leur faveur et que s'il ne se trouvait pas au procès une partie civile qui pût être condamnée aux frais de l'impression et de l'affichage de ces jugements d'absolution cette faible indemnité n'était même pas accordée à l'innocence.

« Le roi s'occupe de ces réparations qu'il regarde comme une dette de sa justice.

« Mais en attendant que Sa Majesté puisse atteindre le but d'une législation vraiment équitable qui prévoyant la possibilité de confondre d'abord l'innocent avec le malfaiteur ne se borne point à punir et se croit alors obligée à dédommager, elle veut que ces jugements d'absolution soient imprimés et affichés aux soins de son domaine (1). »

Les événements ne laissèrent pas au pouvoir royal le temps de remplir ses promesses. Deux mois après l'ordonnance, Louis XVI convoquait les États généraux.

(1) BOUCHEZ LE ROUX. — *Histoire parlementaire*, p. 241.

CHAPITRE II

LE DROIT INTERMÉDIAIRE. — LE DROIT MODERNE

SECTION I

Droit intermédiaire

Les cahiers des États généraux témoignèrent du sentiment général de la nation. Les uns demandent la publicité du jugement d'absolution, les autres souhaitent un dédommagement pécuniaire. Nous donnerons seulement ici le texte du cahier de la Ville de Paris : « Ainsi, tout accusé déchargé des accusations intentées contre lui pourra réclamer l'affichage du jugement, et des indemnités proportionnées au dommage qu'il a souffert dans son honneur, sa santé et sa fortune. Cette indemnité sera prise sur les biens du dénonciateur et subsidiairement sur les fonds publics assignés pour cet objet. »

Lors de la mise à l'ordre du jour du projet de réforme de la procédure criminelle, Duport proposa aux délibérations de l'Assemblée un article intitulé :

« De la justice criminelle et de l'institution des jurés », ainsi conçu : « Lorsqu'un accusé aura été acquitté il pourra présenter requête pour obtenir de la société une indemnité sur laquelle il sera statué par le tribunal criminel. »

Duport avait d'ailleurs discerné le véritable principe de l'obligation de l'État lorsqu'il disait dans les « Principes fondamentaux de police et de la justice présentés au nom du comité de la constitution » : *Si un homme a été déclaré innocent la société doit lui offrir un dédommagement, car il a souffert seul pour la sûreté de tous.*

Mais si le principe était découvert, il n'était pas près d'être consacré par la loi.

Cependant des tentatives furent faites au cours du Consulat. Un arrêté du 7 germinal an IX nomma une commission composée de Vieillard, Tarjet, Oudart, Treillard et Blondel, chargée de préparer la refonte de la législation criminelle. Tarjet défendit le principe de la responsabilité de l'État. Il s'exprima en ces termes : « C'est une pensée noble et généreuse que d'accorder aux innocents soumis aux rigueurs d'une procédure criminelle et acquittés un témoignage public d'honneur, et une indemnité à ceux que l'état de leur fortune réduit à l'impuissance de supporter le dommage que ces épreuves leur ont causé.

« A l'égard des autres, que leur destinée a placés dans un état d'aisance, les pertes qu'ils ont éprou-

vées sont un tribut triste, mais nécessaire qui leur est imposé en échange de leur sûreté personnelle.

« Sans doute, si la nation ne pouvait pas supporter ce surcroît de charge même envers les indigents, il faudrait bien subordonner le vœu même de l'équité à la nécessité impérieuse et reléguer malgré soi cette idée touchante dans la classe de tant de belles spéculations qu'on ne peut réduire en pratique.

« Mais voici les considérations que nous soumettons à l'examen du gouvernement :

« 1° Les poursuites qui seront provoquées par des plaintes particulières sont principalement imputables aux plaignants et n'engendreront d'indemnité que contre eux ;

« 2° Les accusés doivent être acquittés lorsque la preuve de leur crime n'est pas acquise, quoique la démonstration de leur innocence ne soit pas complète ; mais nous ne proposons le témoignage d'honneur et l'indemnité nationale que pour ceux dont l'innocence sera constatée et prouvée ;

« 3° Ces derniers même n'auront à réclamer que le témoignage d'honneur sans indemnité s'ils sont possesseurs de quelque fortune.

« La charge imposée par cette munificence est donc loin d'excéder les forces de la grande nation ; elle sera même extrêmement modérée.

« Il serait d'une conséquence dangereuse que les juges eussent deux formes de déclaration d'acquiescement, et qui exprimeraient l'une que le fait de l'accu-

sation n'est pas prouvé, l'autre que l'innocence est démontrée.

« Mais les juges, dans leur sagesse éclairée par l'instruction, sont déjà autorisés à renvoyer l'accusé à une nouvelle déclaration du jury s'ils estiment sans aucun doute que la première est l'effet de l'erreur.

« Ils pourront recevoir aussi de la confiance de la loi l'honorable ministère de désigner au gouvernement entre les accusés acquittés sur la seule poursuite des officiers publics, ceux qui leur paraîtront dignes du témoignage d'honneur et parmi ces mêmes innocents, qui n'ont point de partie privée, ceux auxquels leur indigence donne droit à l'indemnité nationale.

« Les indigents sont ceux qui ne paient pas 20 francs de contributions directes, foncières ou personnelles.

« Le témoignage d'honneur consistera en une médaille d'argent, de la valeur de 4 fr. 50 portant la légende « innocence reconnue par la loi ».

« L'indemnité se bornera pour ceux qui paient plus de 10 francs de contribution à 3 francs et pour les autres à 1 fr. 50 par jour d'emprisonnement.

« En réfléchissant aux diverses conditions dont la réunion sera nécessaire pour donner lieu à indemnité on reconnaîtra quelles en sont les bornes et le code criminel de la France prendra dans cette institution un caractère de loyauté qui lui conciliera le respect des nations, la reconnaissance et les éloges de la postérité. »

Ces tentatives restèrent infructueuses. Peut-être est-il possible de trouver la cause de cet insuccès dans ce fait que de radicales réformes avaient été faites dans la procédure criminelle. On croyait avoir détruit la possibilité de l'erreur. Et si on ne l'avait pas détruite on l'avait si fort restreinte que l'on peut excuser ceux qui à ce moment ne songèrent pas à la réparation.

SECTION II

Loi de 1867

De cette époque-là à l'année 1867 les Chambres ne furent saisies d'aucun projet tendant à améliorer le sort de l'innocence méconnue.

Mais vers le milieu du siècle des procès sensationnels ayant ému l'opinion publique, M. Maurice Richard profita en 1867 de la discussion de la loi de révision pour demander que le droit à la réparation fût consacrée par la loi. Émile Olivier et Jules Favre soutinrent sa proposition.

Ils indiquèrent les trois termes que doit comprendre pour être complète la réparation du dommage causé : restitution des frais au même titre que l'amende ; publicité de la sentence d'absolution ; indemnité pécuniaire en rapport avec le préjudice causé.

Ils montrent que la faculté laissée au gouvernement d'accorder à la victime une indemnité à titre gracieux doit faire place à un droit, le droit de l'innocent qui pourrait rougir d'accepter une aumône et qui ne doit pas s'abaisser à une humble sollicitation. Jules Favre va jusqu'à assimiler la situation de l'innocent condamné à celle des expropriés et des personnes qu'un incendie, une inondation, un fléau du ciel a ruinées. Et s'étonnant de la résistance du gouvernement, M. Émile Olivier s'écrie : « Pourquoi, si vous êtes si exigeants lorsqu'il s'agit de frapper, l'êtes-vous si peu lorsqu'il s'agit de réparer ? »

Ces revendications, qui nous paraissent aujourd'hui si justes, furent trouvées trophardies en 1867 et semblèrent effrayer ceux qui les combattirent. « Cela ne s'est jamais fait », s'écrie M. Baroche. « Qui paiera l'indemnité ? » demande le rapporteur. Et comme on lui répond : « la Société », il réplique : « Je ne trouve pas de relation directe entre la société et la victime de l'erreur judiciaire. » L'État doit-il donc être tenu partout où la collectivité cause un dommage à un particulier ? Aujourd'hui on réclame en faveur de la victime de l'erreur judiciaire, demain ce sera au profit de l'individu simplement poursuivi. « Oh ! prenez garde, votre décision, si elle est favorable à cette nouvelle prétention, porterait ses fruits et je ne crois pas être prophète imprudent en disant que bientôt, au nom de

la logique, on viendrait nous demander des réparations pour tous ceux qui traduits en justice auraient été acquittés, pour tous ceux qui après avoir été incarcérés seraient mis en liberté sur une ordonnance de non-lieu. » M. Baroche n'était pas en effet prophète imprudent. Quoi qu'il en soit, la vision de ces conséquences effraya le législateur, le principe du droit à réparation fut repoussé.

SECTION III

Loi de 1895

§ 1. — *Principe admis par la loi*

Dans les années qui suivirent, l'affirmation d'une erreur judiciaire (l'affaire Barras) attira l'attention du législateur sur la question de la révision. Plusieurs députés déposèrent alors des projets de loi. (J'en élimine tout ce qui a trait spécialement à la révision.) Le premier, signé de MM. Laguerre, Naquet, etc., demandait l'ouverture d'un crédit au profit de Barras. En réalité, ainsi que le dit M. Béranger, ce projet constituait une véritable juridiction nouvelle et son admission eût consacré un empiètement du pouvoir législatif sur le pouvoir judiciaire. Le second, de M. de Lacretelle, a à peu près le même but. Le troisième, déposé par M. Reinach, crée le droit pour le

condamné, son conjoint, ses descendants et ascendants à une indemnité accordée par la Cour d'appel du ressort. Le quatrième, de MM. Chiché et Castelin, donne ouverture à une indemnité pour le condamné seul. De plus, dans son article 6, il autorise une action en dommages-intérêts pour dénonciation faite à la légère ou méchamment et témoignages malveillants ou inconsidérés.

Ces projets de loi, dont la commission a dès le début éliminé les deux premiers, tendent à consacrer le droit de la victime de l'erreur à une indemnité.

La Chambre et le Sénat ont consacré ce droit sans en admettre d'ailleurs toutes les conséquences.

On a soutenu qu'il n'en était rien et on a prétendu que d'après la loi de 1895, il n'y avait pas pour la victime de véritable droit à indemnité (1). Il y a là à notre avis une erreur. Notre conviction résulte de l'étude des travaux préparatoires. Nous allons donc en faire l'exposé.

DÉBATS A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le rapport de la commission de la Chambre reconnaît le droit de la victime de l'erreur judiciaire à des dommages et intérêts. « L'individu a confié à la société le soin de le protéger dans son honneur et

(1) CAMOIN DE VENCE. — *Bulletin de la Société générale des Prisons*, 1896, pages 6 et 7.

dans sa vie, sa liberté, ses biens. Si elle se trompe, si de bonne foi elle retient comme vérité un amas fatal de vraisemblances, prend des présomptions pour des preuves et frappe celui qu'elle veut protéger, ne doit-elle pas en vertu de la garantie promise, soit en vertu du contrat social lui-même, indemniser l'innocent du préjudice causé par son fait? Un simple particulier y serait tenu par les articles 1382 et suivants. Pourquoi la société ne le serait-elle pas? »

Mais si la commission admet le droit à une indemnité en principe, elle s'oppose à ce qu'on le sanctionne au cas d'ordonnance de non-lieu, après détention préventive et après acquittement, pour des raisons d'ordre public.

Cette réserve faite sur le point de savoir à qui seront alloués les dommages-intérêts, le rapport dit qu'ils sont dus et devront toujours être alloués à la victime si elle les demande; le juge ne délibère que sur le quantum.

Pouvoir souverain d'appréciation pour les tribunaux sur ce point : « Ils devront avoir à cœur de donner une complète et large satisfaction, non un bénéfice.

« Si la victime est morte, ajoute le rapport, le droit de réclamer des dommages-intérêts appartient au conjoint, aux ascendants et autres parents. Ils ne sont pas dus de plein droit et peuvent être refusés pour des motifs sérieux. Les parents ou le conjoint

auront droit à la réparation du préjudice matériel souffert par suite des poursuites et de la condamnation imméritée de leur conjoint ou parent. »

Ces dommages et intérêts seront alloués par l'autorité judiciaire, Cour de cassation, Cour d'appel, Tribunal ou Cour d'assises suivant les cas.

PREMIÈRE DÉLIBÉRATION

Amendement Chiché. — M. Chiché se rallie au principe admis par le rapport de la commission. Mais suivant lui le rapport se renferme dans un cercle trop étroit.

Il regrette qu'il n'accorde pas une indemnité à de nombreux innocents, qui sont arrêtés, emprisonnés, poursuivis par erreur, en violation de l'article 1382.

Cet amendement est combattu par le rapporteur qui oppose à son admission des objections qui sont toutes d'ordre public.

Sur l'intervention de M. Fallières, qui se rallie complètement aux conclusions du rapport de la commission, l'amendement Chiché est repoussé.

DEUXIÈME DÉLIBÉRATION. — 5 janvier 1892

M. Bovier-Lapierre développe un amendement dont voici le texte : « Le prévenu et l'accusé, lorsqu'il n'y a point de partie civile et qu'ils n'auront point par leur faute donné lieu à la poursuite, pourront obtenir une réparation pécuniaire de l'État dans

le cas d'innocence déclarée par le jugement ou l'arrêt correctionnel ou par la réponse du jury, sur la question qui lui sera toujours posée par le président des assises dans les conditions et en la forme prescrites par les articles 340, 345, 347 relatifs aux circonstances atténuantes. Il sera statué sur le chiffre des dommages : en matière correctionnelle, par le Tribunal ou la Cour saisis sur la demande du prévenu acquitté ; en matière criminelle, par la Cour d'assises si l'accusé acquitté ne déclare pas de ce chef renoncer au bénéfice de la réponse du jury. »

M. Fernand de Ramel soutient son amendement ainsi conçu : « Les tribunaux, les cours statuant en matière correctionnelle, qui prononceront l'acquittement du prévenu, pourront, sur sa demande, décider s'il y a lieu à allouer une indemnité et au cas d'affirmation en fixer le montant. »

M. Pontois, d'accord avec le rapporteur sur ce point qu'il n'y a pas possibilité de baser un droit à indemnité sur une ordonnance de non-lieu rendue par un juge d'instruction, fait remarquer que « cependant quand les individus sont arrêtés au cours d'une information criminelle, que leur innocence est reconnue, que néanmoins suite a été donnée à cette information par le renvoi devant la cour d'assises, les individus qui au début de l'information, alors que les éléments manquaient pour préciser les charges, ont été arrêtés, détenus préventivement pendant un mois, deux mois, six

« mois même, ont droit à une indemnité, » et dépose un amendement dans ce sens.

Ces trois amendements étant pris en considération par la Chambre sont renvoyés à la commission.

La commission recherche dans quelles limites, sans contredire la thèse présentée dans son rapport à la Chambre, il est possible d'adopter tout ou partie de ces amendements. De là, nouvelle rédaction en vertu de laquelle l'accusé traduit à l'audience et acquitté, l'arrêté préventivement, relâché et non traduit en justice *peuvent* demander des dommages et intérêts à condition que l'erreur soit reconnue par l'autorité judiciaire.

La Chambre adopte alors le texte définitif suivant : « Article 446. — La révision prononcée, les dommages et intérêts *devront* être alloués par le tribunal, la cour, ou la cour de cassation, à la personne victime de l'erreur judiciaire, si elle le demande.

« Si elle est décédée, le droit de demander des dommages et intérêts appartiendra à son conjoint, à ses ascendants, descendants et autres parents justifiant d'un préjudice matériel par le fait de la condamnation.

« La demande devra être formée avant l'arrêt définitif de révision. Elle sera recevable en tout état de la procédure. Si la condamnation révisée était simplement pécuniaire l'amende et les frais indûment perçus seront restitués pour tous dommages et intérêts.

« Les frais seront avancés par le demandeur en révision jusqu'à l'arrêt de recevabilité. Après cet arrêt l'instruction sera suivie aux frais du Trésor.

« L'arrêt de révision sera affiché conformément à l'article 36 du Code pénal et inséré au *Journal Officiel*. La publication de cet arrêt dans cinq journaux aux frais, au choix du demandeur sera en outre ordonnée s'il le requiert.

« Toute personne poursuivie pour crime ou délit et acquittée, toute personne arrêtée préventivement, sous l'inculpation d'un crime ou d'un délit, dont l'instruction sera clôturée par une ordonnance ou un arrêt de non-lieu aura la faculté de demander une indemnité, qui *pourra* lui être accordée dans les cas suivants :

« 1° Lorsqu'une autre personne aura été définitivement condamnée pour le même fait, ou ne pourra plus l'être conformément au deuxième alinéa du paragraphe 3 de l'article 443 ;

« 2° Dans les cas prévus par les paragraphes 3 et 4 de l'article 443 pour faux témoignage. Lorsqu'il résultera de la décision mettant fin aux poursuites que le fait ne constitue ni un crime ni un délit.

« L'action sera introduite dans les trois ans du jour où le fait *générateur du droit* aura été connu de l'intéressé, par simple requête adressée au président du tribunal, de la cour, du lieu où l'arrestation se

sera produite, où l'ordonnance ou l'arrêt de non-lieu aura été prononcé. »

Ainsi donc par ce vote de la Chambre la prétention de la victime de l'erreur judiciaire est reconnue comme étant un véritable *droit*. L'État est grevé d'une véritable dette ; la réparation sera adéquate au préjudice ; la solution de la question est du ressort des tribunaux.

Il est vrai que le texte fait une différence entre le cas de révision, d'une part, et celui d'acquittement ou non-lieu, de l'autre. Dans le premier il dit : des dommages et intérêts *devront* être alloués ; dans le second *pourront* être alloués.

Mais il y a là une différence plutôt de forme que de fond, car il est impossible de lier absolument le juge. Le texte a beau contenir le mot *devra*, du moment qu'on laisse au juge l'évaluation du quantum (qui pourra être de 1 franc), on laisse au juge la faculté de ne pas accorder d'indemnité en fait. Il ne faut donc pas accorder trop d'importance à l'expression *pourra*, car tout droit, même le plus absolu, est susceptible d'appréciation de la part des tribunaux.

Ce qu'il faut retenir, c'est que l'allocation de l'indemnité n'est pas laissée au libre arbitre du pouvoir exécutif, qu'elle est du ressort de l'autorité judiciaire. Le débiteur n'est plus, dès lors, juge du point de savoir s'il doit reconnaître sa dette ; c'est le juge qui décide entre lui et son créancier. L'indemnité

est aussi reconnue comme étant le paiement d'une véritable dette et cela au cas de révision, d'acquiescement et de non-lieu.

DÉBATS AU SÉNAT

C'est dans cet état que le projet est présenté au Sénat.

La discussion qui eut lieu au Sénat est peut-être plus intéressante que celle qui eut lieu devant la Chambre des députés, au point de vue de savoir quelle est la nature que la loi de 1895 attribue à l'obligation de l'État.

Le gouvernement soumit la proposition de loi à l'examen du Conseil d'État. Il présenta le rapport du Conseil d'État comme émanant de sa propre initiative.

La Commission de la Chambre haute chargea M. Béranger de rédiger son rapport dont voici le compte rendu sommaire :

« Les questions à résoudre sont, dit-il, les suivantes :

« 1° Le principe d'une réparation devait-il être admis ?

« 2° Quel caractère convenait-il de lui donner, obligation ou faculté ?

« 3° L'acquiescement ou le non-lieu pourraient-ils devenir la cause d'une demande en réparation ? »

Le rapporteur expose ensuite la thèse de la Chambre et celle du Conseil d'État.

La Chambre des députés a proclamé le droit à des dommages-intérêts dans tous les cas.

Le Conseil d'État repousse le droit en principe.

Un acte de souveraineté ne peut suivant lui engager la responsabilité de l'État. Il reconnaît toutefois que s'il y a préjudice matériel justifié, une réparation peut être accordée. Mais il nie absolument que ce soit comme exécution d'une véritable dette. Si l'État l'accorde, c'est en vertu d'un simple devoir moral dont l'exécution lui est conseillée par des sentiments d'humanité et de solidarité sociales. Et cependant il admet dans tous les cas la publicité de l'arrêt.

La commission ne se rallia complètement ni à l'une ni à l'autre de ces deux doctrines : « Elle ne conteste pas que la victime de l'erreur judiciaire ait un droit incontestable et précis à réparation lorsqu'une faute de sa part n'a pu justifier la poursuite. Car la faute est ici évidente, l'État seul en peut répondre et la conception d'un État impeccable et irresponsable n'est plus de notre siècle. »

« Mais n'en est-il pas autrement si par l'imprudence de son langage, de sa conduite le condamné a pu se désigner lui-même aux poursuites ? Serait-il acceptable que la société lui dût une réparation d'un dommage qu'il eût dépendu de lui d'éviter ?... La réparation est un droit, mais un droit susceptible d'appréciation. »

Aussi la Commission substitue-t-elle à la rédaction de la Chambre des députés : « des dommages-intérêts

devront » la rédaction suivante : « des dommages-intérêts *pourront* être alloués... » Sans que cette substitution dans son intention ait été opérée en vue de se rallier au système du gouvernement.

Elle se sépare de lui en outre sur le point suivant. Elle ne saurait admettre que l'allocation de l'indemnité soit subordonnée à la preuve d'un préjudice matériel.

Au cas d'acquittalment et de non-lieu le rapport admet qu'il peut y avoir un dommage dont on ne peut pas ne point tenir compte, si on admet le principe et l'obligation de l'État.

Mais l'acquittalment ou non-lieu est déjà une éclatante réparation. Et au cas de dommage évident il faudra agir encore avec une extrême prudence. « Si dignes de commisération que soient les intérêts privés ils ne doivent pas prévaloir sur l'intérêt public. »

Aussi la commission adopte-t-elle les restrictions apportées par la Chambre au droit de la victime, en ce qui concerne : 1° l'interdiction pour tout autre que pour l'individu intéressé personnellement de former la demande ; 2° la limitation au cas d'innocence reconnue ou d'inexistence d'un fait délictueux. Mais elle ne consacre pas la différence établie entre l'acquittalment et le non-lieu en ce qui concerne la détention préventive.

« Elle a décidé qu'en toute hypothèse elle devait être le fondement de l'action, l'obligation de répondre

aux appels de la justice étant l'accomplissement d'un devoir social qui ne peut comporter, lorsqu'il n'a pas atteint l'homme dans sa liberté, un droit à réparation. »

La commission réserve toujours le cas où la poursuite serait imputable à quelque faute de l'inculpé.

Quant à la compétence « il s'agit désormais d'une instance civile ».

« Si l'ensemble de ces dispositions, conclut le rapporteur, est adopté, un principe nouveau, dont il est impossible de méconnaître la portée, serait introduit dans nos lois pénales et à la fiction douteuse de l'infailibilité des arrêts serait substituée cette vérité de haute morale, assurée d'avance de l'assentiment public : que les erreurs démontrées doivent être reconnues et s'il est possible réparées. »

Après l'intervention de M. Guérin, du garde des sceaux, de M. Bernard, le Sénat vote en première lecture le texte suivant : « L'arrêt ou le jugement de révision d'où résultera l'innocence du condamné pourra sur sa demande lui allouer des dommages-intérêts à raison du préjudice que lui aura causé la condamnation. »

Le Sénat écartait donc le droit à réparation au cas d'acquittal et de non-lieu. Mais reconnaissait-il à la victime un véritable droit au cas de révision, grevait-il l'État d'une véritable dette ?

La réponse donnée à cette question par le texte

parut peu précise à la deuxième lecture. De là l'intervention de M. Trarieux qui demande au Sénat de s'expliquer sur ce point.

Il demande à poser au garde des sceaux une question « pour écarter toutes les incertitudes qui peuvent s'élever au sujet du paragraphe 1^{er} de l'article 446. L'article 446 dans son paragraphe 1^{er} dit que l'arrêt ou jugement de révision d'où résulte l'innocence du condamné pourra sur sa demande lui allouer des dommages-intérêts. Vous vous rappelez le débat très intéressant et très vif auquel a donné lieu cette disposition entre M. Bernard et la commission. Je partage pleinement le sentiment et l'interprétation qui ont été manifestés par cette dernière et si le texte voté doit être appliqué dans le sens et sur la donnée des commentaires qui ont été fournis par son rapport, je n'ai rien à dire et je suis prêt à le voter. Mais M. le garde des sceaux tout en adoptant la même rédaction a paru dans ses explications ne pas être d'accord avec la commission sur le fond de sa pensée ; si bien que, si nous restons dans cette contradiction, les tribunaux pourraient ne pas savoir par quelles règles se guider quand ils auront à statuer.

« ...— La divergence capitale entre M. le Ministre et la Commission, je la rappelle en deux mots. Elle est indiquée dans le rapport de M. Bérenger lui-même en ces termes : « La réparation est un droit. Mais un droit dont le principe comporte une appréciation.... Cette considération nous rapproche de la solution

proposée par le Conseil d'État. Elle nous conduit en effet à remplacer la formule adoptée par la Chambre : « des dommages et intérêts devront être alloués par les termes moins absolus : « l'arrêt ou le jugement « de révision pourra... » Mais nous n'admettons pas que la dette de l'État n'ait pour cause que l'accomplissement d'un simple devoir moral, d'un simple acte de bienfaisance et d'humanité. Il y aurait là une singulière contradiction s'il en était ainsi à rendre les tribunaux juges de la mesure de bienveillance. »

« — Que ressort-il de là ? La Commission pense que tout en s'en tenant à la faculté de réparation, cependant ces tribunaux ont le devoir absolu dans certains cas de faire usage de cette faculté.

« Quels sont ces cas ? la Commission s'en est expliquée. La réparation sera due toutes les fois que la condamnation n'aura pas eu pour cause la faute du condamné. »

D'après le gouvernement le principe de la réparation ne se rattache au contraire qu'à une idée de bienveillance. Pour détruire le doute que pourrait laisser subsister le vote du Sénat sur le point de savoir laquelle de ces deux théories il adopte, M. Trarieux propose un amendement ainsi conçu : « L'arrêt ou le jugement de révision d'où résultera l'innocence du condamné, s'il n'a pas donné lieu par sa faute aux poursuites ou à la condamnation devra lui allouer des dommages-intérêts, à raison du préjudice que

lui aura causé la condamnation. — Cette disposition si vous la votez écartera toute ambiguïté et aura le grand avantage de donner à la loi ce qui lui manque, un caractère de certitude. »

Le rapporteur après les explications du garde des sceaux affirme la contradiction qui existe entre l'opinion du ministre et celle de la commission. Et il ajoute : « Nous voyons que le vote n'a pas la clarté que nous supposions et que le doute existe. Il faut donc rechercher une formule nouvelle, qui permette de bien dégager le sentiment du Sénat et de ne laisser aux tribunaux aucune hésitation sur la règle qu'ils auront à appliquer. C'est dans cette pensée que je viens comme rapporteur demander au Sénat le renvoi de l'amendement de M. Trarieux à la commission. » Et plus loin : « Il devient indispensable d'avoir un texte clair et précis. J'apporte ici celui qui exprime nettement la pensée de la commission. Si le Sénat accepte ce texte son vote ne pourra plus avoir d'équivoque. Il signifiera que les tribunaux auront en principe le devoir, quand l'erreur aura été reconnue, d'y appliquer une réparation pécuniaire. Mais en même temps le texte signifiera qu'il n'y aura pas lieu à indemnité si le condamné a motivé par quelque faute personnelle la condamnation prononcée contre lui, pensée qu'exprime l'amendement Trarieux et que la Commission demande au Sénat d'adopter.

« Le vote du Sénat aura donc un sens bien clair. En

apparence s'il repousse l'amendement Trarieux il se ralliera à l'opinion du gouvernement. »

Mais ici se place l'intervention de M. Martin. Les considérations qu'émet ce sénateur paraissent avoir impressionné le Sénat. Et cette intervention empêche de donner au vote du Sénat le sens que nous venons d'indiquer :

M. Félix Martin : « Je voudrais dire quelques mots seulement sur une des conséquences de la nouvelle rédaction qui vient de vous être lue par M. le rapporteur. Dans le cas où le condamné reconnu innocent aura commis une faute quelconque grave ou légère, le tribunal ne pourra plus, ne devra plus même lui accorder de dommages-intérêts. » Plusieurs sénateurs : « Il appréciera ! » M. Félix Martin : « Mais non ! il n'aura plus le droit d'apprécier puisque la nouvelle rédaction le lui retire. Au contraire avec le texte que nous avons voté en première lecture le tribunal même au cas de faute du condamné, grave ou légère, pourra lui accorder des dommages-intérêts et par conséquent le nouveau texte proposé par M. Trarieux et appuyé par M. le rapporteur, pour ce cas-là tout au moins, est moins libéral que celui que celui que nous avons voté en première délibération et que le gouvernement nous demande de maintenir. »

Consulté, le Sénat se prononce en faveur du texte défendu par le gouvernement par 139 voix contre 104.

Faut-il conclure de là que le Sénat ait entendu

consacrer la thèse du gouvernement ? Nous avons déjà fait pressentir que tel n'était pas notre avis.

On peut, il est vrai, tirer argument du rejet par le Sénat de l'amendement Trarieux.

Mais voici diverses observations qui justifient notre opinion.

La loi reconnaît à la victime au moins un droit, c'est le droit à la réparation morale qui résulte de la publicité donnée au jugement affirmant l'innocence de la victime de l'erreur. Il faut noter que si cette réparation peut être considérée comme purement morale en ce qui concerne la victime elle est pécuniaire pour l'État puisque les frais de la publication seront à sa charge. C'est donc là un droit reconnu à la victime (art. 446). Peut-on admettre que la loi soit assez illogique pour consacrer le droit dans un paragraphe et abandonner ce principe dans un autre ?

En outre à la fin de la discussion le garde des sceaux a déclaré : « Puisque quelques membres persistent à soutenir contre l'évidence que le texte que vous avez déjà voté contient quelque confusion, il est facile d'en donner une interprétation qui dissipera, je l'espère, toutes les obscurités, en disant qu'il doit être compris et appliqué comme l'article 1382. » Or, il est évident que l'application de l'article 1382 donne naissance à un véritable droit.

Le Sénat, semble-t-il, a été impressionné par l'intervention de M. Félix Martin et a voulu voter un

texte plus libéral encore que celui de M. Trarieux; n'attachant pas au reste une importance aussi grande, qu'on paraît le supposer à l'emploi du mot « pourra » ou du mot « devra. » Car comme le dit le rapporteur en cherchant à justifier le texte de la commission : « Ces propositions ont, je le reconnais, un inconvénient, c'est que s'éloignant de la pensée du garde des sceaux et du Conseil d'État, elles sont obligées d'employer les mêmes termes. Cet inconvénient nous a frappé, nous avons vainement cherché à l'éviter. Nous sommes d'avis en effet, du moment que tout en reconnaissant que la réparation est un droit, nous voulons laisser aux tribunaux un pouvoir d'appréciation, d'employer le mot « pourra » comme dans le texte du Conseil d'État... J'ai dit que le Tribunal devra reconnaître l'existence d'un droit mais en même temps, qu'il n'est pas possible de lui retirer le droit d'apprécier le fait. » M. Bernard : « Le fait ? non, l'exercice du droit. » M. Bérenger : « M. Bernard croit pouvoir le lui enlever. Il croit pouvoir peser sur la conscience du magistrat en l'obligeant à payer une indemnité. Il n'y parviendra pas. Obligé d'indemniser malgré lui, le juge saura bien s'affranchir de cette contrainte, et s'il n'y a pas suivant lui de préjudice ou qu'il pense que la faute de l'homme a été telle qu'il s'est retiré tout droit à demander une réparation, il lui sera facile de le témoigner par l'infinité du chiffre alloué. Et vous verrez cette contradiction scandaleuse, mon cher collègue — j'ai

l'honneur de la soumettre à votre esprit judicieux — qu'après un arrêt solennel qui aura motivé l'erreur judiciaire, un jugement motivé en fixera la réparation à un franc de dommages-intérêts. » Quels que soient les termes de la loi et son autorité, ce sont les juges qui disent le droit. Ils refuseront de proclamer un droit qui aurait sa cause dans la faute de celui qui y prétend.

Il ne nous paraît donc pas douteux que le Sénat s'est au fond rallié à la théorie de la commission en votant un texte que la commission avait d'ailleurs proposé lors de la première lecture (1).

Nous ferons remarquer que cette responsabilité a été établie sur une présomption de faute, ainsi que l'on a pu s'en rendre compte à la lecture du résumé des débats.

Le vote du Sénat fut ratifié par la Chambre des députés sur la proposition du rapporteur, qui tout en exprimant un vif regret de la rédaction d'une loi si ardemment désirée estima que la Chambre avait le devoir de sanctionner la part considérable de réformes que le Sénat avaient adoptées après elle.

§ 2. — *Dispositions de la loi de 1895*

Le texte de la loi règle les questions suivantes :

1° Dans quel cas y a-t-il lieu à réparation ?

(1) En ce sens : LE POITEVIN. — *Bulletin de la Société générale des prisons*, année 1896, page 7. En sens contraire : CAMOIN DE VENCE, p. 7.

2° Quelle est la nature et quelle doit être l'étendue de la réparation ?

3° A qui appartient-il de demander la réparation ?

4° A quel moment la demande est-elle recevable ?

5° Quelle est l'autorité chargée de statuer sur la demande ?

6° A qui incombe la charge de la réparation ?

Dans quel cas y a-t-il lieu à réparation (1)

Après avoir reconnu le principe du droit à réparation, le législateur de 1895 n'a donné une action à la

(1) Voici à titre d'exemples des espèces où des indemnités ont été accordées :

1° NAUDIN. Arrêt de renvoi devant le tribunal de Versailles (25 juin 1896. Jugement d'acquiescement prononcé par le tribunal de Versailles (le 16 octobre 1896. *Gazette des Tribunaux*, 7 novembre 1896). Naudin était ouvrier nickeleur, un plateau lui avait été confié par une demoiselle L... Il ne put le représenter quand il lui fut réclamé. M^{lle} L... porta plainte. Naudin alléguait pour sa défense que l'argenteur nommé Redet à qui il avait confié le plateau avait disparu. Le tribunal correctionnel de la Seine, saisi, ne s'arrêta pas à cette appréciation et condamna Naudin à quinze jours d'emprisonnement. Naudin au lieu de faire appel subit sa peine et ensuite ayant retrouvé Redet qui tenait le plateau à la disposition de son propriétaire, put faire ainsi la preuve de sa bonne foi et se pourvut en révision. La Cour de cassation déclara le pourvoi recevable, cassa la décision du tribunal de la Seine et renvoya l'affaire devant le tribunal de Versailles. Celui-ci prononça un jugement d'acquiescement qui alloua à Naudin 300 francs de dommages-intérêts.

2° DRUAUX. Arrêt du 26 juin 1896. S. 4, 428. Le 15 novembre 1887 la Cour d'assises de la Seine-inférieure condamna aux travaux forcés à perpétuité une femme Druaux convaincue d'avoir empoisonné les sieurs

victime de l'erreur qu'au cas de révision, soit que la Cour de cassation elle-même annule définitivement la condamnation prononcée, soit que la juridiction de renvoi prononce un acquittement.

C'est à cette conclusion que nous nous sommes rallié nous-même dans la deuxième partie de cette étude.

Le droit qui est reconnu à la victime n'est cependant pas un droit absolu. C'est au contraire, suivant les expressions de M. Béranger, un droit sujet à appréciation.

Mais en laissant au juge la liberté d'appréciation, la loi n'a en vue que l'hypothèse de la faute de l'accusé.

Il serait intéressant de rechercher ce qui doit être

Druaux et Delacroix. On reconnut huit ans après que leur mort était due à une intoxication oxycarbonique résultant d'émanations du four à chaux voisin de la maison habitée par Devaux et Delacroix (intoxication qui avait ultérieurement entraîné la mort d'autres personnes). L'arrêt de la Cour de cassation du 26 juin 1896 cassa l'arrêt de la Cour d'assises de la Seine-Inférieure et renvoya l'affaire devant le jury de la Somme. La femme Druaux fut acquittée, et 40.000 francs de dommages-intérêts lui furent alloués.

3° VAUX-PETIT. La Cour d'assises de la Saône-et-Loire, le 25 juin 1832, condamna Pierre Vaux et Jean-Baptiste Petit à la peine des travaux forcés à perpétuité pour incendies, allumés dans la commune de Longepierre. La Cour de cassation saisie par son procureur général en vertu d'un ordre exprès du ministre de la justice, déclara recevable la demande en révision, en vertu du paragraphe 4 de l'art. 443, déchargea la mémoire de Vaux et de Petit, accorda 100.000 francs aux héritiers de Vaux et 50.000 aux héritiers de Petit, faisant ainsi droit à leurs conclusions (Cassation, 16 décembre 1897, S. 1. 428.)

entendu par le mot faute. Il est presque impossible de donner une formule générale indiquant la signification de ce mot (1).

Il eût même été imprudent de la part du législateur de le faire, car il fallait laisser au juge une grande liberté d'appréciation (2).

Nous nous bornerons à citer quelques hypothèses qui peuvent servir d'indications (3) :

Le condamné s'est dénoncé lui-même faussement pour des motifs divers : peut-être pour donner au véritable auteur du crime le temps et le moyen d'échapper aux mains de la justice ; ou bien, coupable d'un crime autre que celui pour lequel il est poursuivi, il a quelque intérêt à passer pour coupable d'un fait dont il est en réalité innocent : il espérait que le magistrat instructeur réussirait néanmoins à se convaincre de son innocence et que pendant la durée de la procédure qu'il prolongeait, le crime dont il était vraiment coupable se prescrirait. Un individu accusé d'un crime dont il se sait innocent se laisse condamner par défaut. Il ne fait même pas oppo-

(1) MAYER. — *Op. cit.*, pages 143 et suivantes.

(2) Cela était utile. Cela était même nécessaire, car le juge aurait pris la liberté qu'on lui refusait. Dès qu'on laissait au juge la latitude d'apprécier le quantum, il aurait pu refuser en fait l'indemnité ou la fixer à un taux minime.

(3) Les mauvais antécédents de la victime ne sauraient être considérés comme une faute. Surtout à notre époque où l'on déplore certains effets de l'institution du casier judiciaire. Voir cependant Code mexicain.

sition au jugement de défaut. Puis la révision étant poursuivie son innocence éclate. Voilà quelques exemples.

Sans vouloir donner de la loi une interprétation trop restrictive, nous pensons qu'elle a surtout en vue la faute entachée de malhonnêteté ou plus exactement la faute volontaire (1).

D'ailleurs l'existence d'une faute quelconque ne doit pas forcément écarter toute allocation d'indemnité. Suivant les cas, elle conduira le juge à diminuer le chiffre de la réparation ou à la supprimer complètement.

Cela étant donné, pouvait-on trouver une formule qui exprimât d'une façon plus heureuse l'intention des législateurs que celle de l'article 446.

On a reproché à ce texte de ne pas traduire d'une façon exacte la pensée du Sénat, en ce sens que l'on pourrait induire des termes employés que la victime de l'erreur judiciaire n'a pas de droit véritable, et cette critique paraît avoir quelque chose de fondé si l'on remarque que le gouvernement qui s'était approprié la théorie du Conseil d'État se rallie au texte de l'article 446.

Fallait-il donc adopter la rédaction votée par la Chambre des députés : « La révision prononcée, des

(1) Voir jugement du tribunal de Versailles, 16 octobre 1896, rendu sur renvoi prononcé par arrêt de cassation, 25 juin 1896. Le fait de « n'avoir pas tenté tous les degrés de juridiction et de n'avoir pas déféré le jugement à la Cour d'appel » semble être considéré comme une faute.

dommages et intérêts devront être alloués par le Tribunal, la Cour ou la Cour de cassation, à la personne victime de l'erreur judiciaire, si elle le demande. » On ne le pouvait pas puisque ce texte édictait un droit non sujet à appréciation, empêchait le juge de prendre en considération la faute.

Mais M. Traïeux proposait un amendement qui au premier abord semble traduire plus exactement la pensée du Sénat.

Il n'en est rien. La pensée qu'exprimait cet amendement était moins libérale que celle du Sénat.

Le texte de cet amendement aurait bien laissé une certaine latitude au juge, en ce sens que, ayant le droit d'apprécier s'il y avait faute, il aurait eu en fait la liberté de refuser ou d'accorder l'indemnité. Mais, d'autre part, dès que la faute a été constatée, il lui eût été impossible d'accorder une indemnité si légère que fût la faute.

En réalité quel avantage présentait cette rédaction sur celle de la commission? Un seul. Au mot « pourra » il substituait le mot « devra ». On a attaché à l'emploi de l'un ou l'autre de ces mots une grande importance. N'y a-t-il pas à cela une exagération?

Il a été dit au cours des débats que le texte d'une loi doit seul guider les tribunaux. Il est permis de penser au contraire que l'interprète doit se reporter aussi aux motifs qui ont guidé le législateur, aux explications fournies au cours des travaux

préparatoires, s'il veut donner de la loi une interprétation exacte.

Or, le rapporteur s'était si nettement expliqué sur la signification du mot « pourra » qu'aucun doute ne pouvait résulter de son emploi.

Étendue et nature de la réparation

La loi adopte les deux seuls moyens qu'il soit au pouvoir de la société d'employer pour réparer le préjudice causé par l'erreur.

Elle prescrit, dans les limites que nous avons indiquées : 1° l'allocation d'une indemnité ; elle aura pour mesure exacte le préjudice causé, l'hypothèse de la faute étant réservée ; 2° une publicité à donner à la sentence d'acquittement : « L'arrêt ou jugement de révision d'où résulte l'innocence du condamné sera affiché dans la ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de révision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en révision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décidée. Il sera inséré d'office au *Journal officiel* et la publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée s'il le requiert. Les frais de la publicité ci-dessus prévue seront à la charge du Trésor. »

A qui il appartient de demander la réparation

Le bénéfice de l'allocation de l'indemnité n'est pas réservé au seul innocent. Il est aussi attribué au cas de son prédécès aux membres de sa famille. Mais entre eux une distinction est faite. La réparation est admise sans condition pour le conjoint, les ascendants et les descendants du condamné. Elle n'est accordée aux autres parents que sur la justification d'un préjudice matériel.

Nous approuvons pleinement la loi lorsqu'elle accorde le droit à réparation au conjoint, aux descendants et ascendants du condamné, sans condition. Le préjudice moral et matériel subi par le condamné les a atteints eux-mêmes directement.

La réparation étant un droit basé sur le préjudice causé, les parents d'un degré plus éloigné qui ont subi un préjudice doivent aussi avoir droit à une indemnité. La loi restreint leur droit au cas où ils justifient d'un préjudice matériel. Nous ne saurions approuver cette disposition et cela pour deux motifs.

Il est possible que de la condamnation injuste un préjudice moral soit résulté aussi bien pour les collatéraux du condamné que pour des parents plus rapprochés. Le déshonneur peut rejaillir sur eux, et les liens de la famille ne sont pas assez relâchés pour qu'ils n'aient pas partagé les angoisses du condamné.

Et quel inconvénient y aurait-il eu à laisser au juge la liberté d'apprécier l'opportunité d'une allocation ? N'était-ce pas là une simple question de fait ? (1)

En second lieu si l'on exige la preuve du préjudice matériel, on risque de ne pas le réparer : en effet, la demande en indemnité doit être formée (articles 444, 447) avant la clôture de la procédure de révision. Or, le préjudice moral s'il doit se produire se produit à ce moment-là. Il n'en est pas de même du préjudice matériel. Il se peut qu'il soit contenu en germe dans le préjudice moral sans que pour cela il soit encore réalisé.

Pour s'en rendre compte il suffit de supposer que le parent du condamné est riche au moment de la révision, il vit de ses rentes, et semble n'avoir souci de l'opinion publique. Mais quelque temps après, il perd sa fortune ; pour gagner sa vie, il cherche alors une place, il veut établir une industrie, il a besoin alors du crédit public et grâce à la flétrissure dont a été souillé son nom, flétrissure souvent indélébile, ce crédit lui fait défaut. Il y a là, pour lui, un grave préjudice, qui se réalise matériellement pour lui et d'une façon bien vive, mais trop tardive pour qu'il en demande réparation, puisque la procédure de révision est maintenant close.

Nous devons examiner maintenant la question

(1) Sur ce point MAYER, *Op. cit.* page 151 et suivantes.

de savoir si le droit à réparation appartient collectivement ou successivement à la victime de l'erreur judiciaire, à ses parents en ligne directe, à son conjoint, à ses collatéraux.

Tant que le condamné vit, lui seul a le droit de demander une indemnité. Article 441 : « Si la victime de l'erreur est décédée le droit de demander des dommages et intérêts appartiendra dans les mêmes conditions à son conjoint, à ses ascendants et descendants. » Cet article doit être rapproché de celui qui a trait à la révision, duquel il résulte formellement que le droit de demander la révision n'appartient au conjoint du condamné et à ses parents qu'à sa mort.

Mais un point reste douteux ; après le décès de la victime le droit de demander réparation et de l'obtenir appartient-il à tous ses parents collectivement, ou faut-il mettre un ordre dans l'attribution de l'action en indemnité ? La règle paraît devoir être la même qu'au cas de révision. Du moment que chacun des membres de la famille est lésé pourquoi ne pas donner à chacun le droit d'intenter l'action ?

Autorité chargée de statuer

« Article 446. — L'arrêt ou le jugement de révision d'où résultera l'innocence pourra sur sa demande lui allouer des dommages et intérêts. »

C'est l'autorité judiciaire chargée de prononcer la sentence clôturant la procédure de révision qui statue sur la demande en indemnité. Cette autorité c'est la cour de cassation lorsqu'il « ne pourra être procédé à de nouveaux débats oraux contre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine ». C'est la Cour d'assises, le Conseil de guerre, ou les tribunaux correctionnels lorsqu'il y a renvoi par la Cour de cassation.

A qui incombe la charge de la réparation

L'article 446 dit à ce sujet : « Les dommages et intérêts alloués sont à la charge de l'État, sauf son recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin par la faute desquels la condamnation a été prononcée. »

L'individu contre qui une action a été injustement intentée, une plainte injustement portée, un faux témoignage ou, une dénonciation faussement ou calomnieusement énoncés, a un recours contre les auteurs de cette plainte, de ce témoignage ou de cette dénonciation s'il en établit le mal fondé.

La loi de 1895 lui donne en outre une action contre l'État. La victime de l'erreur judiciaire, dont l'innocence a été établie à la suite d'une procédure de révision a donc le choix entre deux actions.

S'il préfère exercer son action contre l'État, l'article 446 accorde à celui-ci un recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin par la faute desquels l'erreur a été commise.

Au premier abord cette disposition de loi paraît extrêmement judicieuse.

« N'est-il pas juste, dit-on en effet, que l'État, qui supporte la responsabilité pécuniaire de cette fausse dénonciation, de ce faux témoignage, puisse se retourner contre les vrais auteurs du dommage, armé de cette subrogation que le droit commun donne à toute personne tenue pour d'autres et avec d'autres ? »

On ajoute que l'article 446 est loin d'être inutile car l'article 1251 n'est pas applicable.

« L'article 1251 suppose deux personnes tenues au paiement d'une même dette, tandis que l'État d'une part et le faux témoin ou le dénonciateur d'autre part, sont tenus vis-à-vis de la victime de l'erreur judiciaire par deux obligations tout à fait différentes (1). » Elles peuvent se ressembler quant à leur objet mais elles sont absolument distinctes l'une de l'autre quant à leur cause. « La cause de l'obligation du particulier, c'est la faute qu'il a commise. La cause de l'obligation de l'État, c'est le dommage dont il est l'auteur... L'État ne peut pas

(1) BAVIÈRE.— *De la réparation des erreurs judiciaires et la loi de 1895*, page 101.

dire au faux témoin : J'ai payé pour vous, car c'est pour lui-même et pour éteindre sa propre dette qu'il a payé. »

Que si l'on regrette que le recours qu'on autorise l'État à exercer ait l'inconvénient de créer une sorte de révision de l'arrêt de révision et pour résultat d'effrayer ceux qui ont connaissance d'un crime ou d'un délit et de les empêcher ainsi d'informer la justice, on répond que ces inconvénients ne sont pas créés par l'article 446. L'action que le condamné innocent peut exercer contre les dénonciateurs, témoins, parties civiles a déjà ces effets.

Relativement à la première objection M. Bavière s'exprime ainsi : « Il est vrai que si la personne responsable du dommage n'est pas en cause dans l'instance de révision, il sera nécessaire de saisir la juridiction civile, et que celle-ci pourra en refusant d'accorder à l'État des dommages-intérêts demandés contre le dénonciateur ou le faux témoin jeter une sorte de suspicion contre l'arrêt de révision qui s'est basé sur la fausseté du témoignage ou de la dénonciation. Mais l'inconvénient ne serait-il pas le même si la victime de l'erreur exerçait directement le recours que lui donne la législation actuelle contre le dénonciateur ou le faux témoin ? N'existe-t-il pas aujourd'hui toutes les fois que l'acquitté use du droit que lui accorde l'article 359 du Code d'instruction criminelle ? »

Quant à la seconde objection elle fut en apparence

réfutée d'une façon complète par M. Bérenger lorsqu'il dit au cours des débats au Sénat : Il ne s'agit de grever la situation de personne « mais simplement de subroger l'État au droit que d'après nos lois le condamné peut avoir soit contre la partie civile, soit contre le dénonciateur ou le faux témoin ».

En résumé l'article 446, dit-on, a pour but de permettre à l'État de ne pas supporter les conséquences du mensonge et de la mauvaise foi. Et ce résultat si juste il le réalise sans créer aucun inconvénient puisque l'action que l'on accorde à l'État était attribuée au condamné.

Au point de vue théorique rien de plus juste que cette argumentation. Mais en fait elle est fausse.

Il est vrai que le condamné innocent a une action contre les personnes qui ont agi vis-à-vis de lui avec mauvaise foi et que les témoins et les dénonciateurs peuvent être intimidés par la perspective de l'éventualité de cette action. Et c'est ainsi qu'il semble plausible de dire : en quoi augmentera-t-on leur hésitation en attribuant l'exercice de cette action déjà existante à l'État ? Qu'importe que l'action soit intentée par le particulier ou par l'État, l'effet ne sera t-il pas le même !

Théoriquement l'article 446 n'a apporté aucun changement. En fait il en est autrement.

Lorsque l'action ne pouvait être intentée que par l'accusé, les tribunaux étaient loin de favoriser les demandes en dommages et intérêts. L'article 359 ne

trouvait que de très rares applications en fait (1), car les tribunaux s'étaient rendu compte qu'il fallait éviter de porter atteinte au droit de dénonciation, que l'accomplissement de ce devoir est par lui-même assez pénible pour qu'il soit inutile de l'entraver.

Or, l'article 446 vient donner aux dispositions de l'article 359 une nouvelle vigueur. Et il n'est pas douteux que la perspective d'une action intentée par une personnalité aussi considérable que l'État donnera lieu à de grandes hésitations; la tâche des magistrats instructeurs n'en sera pas facilitée.

Et certes ce ne sera pas le dénonciateur malhonnête qui hésitera, car son acte a des mobiles puissants : la haine, l'intérêt. Ce sera l'homme honnête mais indifférent, peu disposé d'ordinaire à encourir une responsabilité pour le bien public.

Nous le répétons, le devoir qui consiste à porter à la connaissance de la justice un crime ou un délit est un devoir pénible en lui-même, son accomplissement est si mal vu en public que le mot « dénonciation » est pris en mauvaise part. Il est donc tout au moins dangereux d'apporter des entraves à son accomplissement. C'est au détriment du fonctionnement de la justice qu'on agit en le faisant.

(1) Voir MAYER. — *Op. cit.* pages 155 et 156.

CONCLUSIONS

Sauf certains points de détail, que nous avons cru devoir critiquer, nous avons approuvé l'économie générale de la loi de 1895. Nous avons admis l'existence d'un véritable droit à réparation, qui naît de la constatation de l'erreur judiciaire, mais nous avons restreint l'exercice de ce droit au cas de révision.

Peut-être fera-t-on une objection à cette conclusion : « Vous êtes en contradiction avec vous-même, nous dira-t-on, vous avez admis un principe, celui de la dette de l'État, du droit de la victime de l'erreur, pourquoi ne pas rester fidèle aux conséquences qui en découlent ? Au cas de non-lieu et d'acquittalment ne peut-il pas y avoir erreur et préjudice, n'est-ce pas du concours de ces deux circonstances que résulte le droit à la réparation ? Pourquoi laisser passer la justice dans un cas et l'arrêter dans l'autre ? Au cas

de non-lieu et d'acquittement la lumière ne peut se faire complètement, dites-vous; mais n'oubliez pas que la mission du juge est de ne point reculer devant une pareille difficulté. Il ne peut plus dire comme autrefois : *non liquet*. Il doit dans un procès dégager toute la vérité qu'il est humainement possible de mettre en évidence. Une loi qui déroge à ces grands principes, qui admet en matière de décision une « obscure clarté » est une loi imparfaite, elle doit être remaniée jusqu'à ce que le défaut qui la vicie soit corrigé. Ce qui vous conduit à vos conclusions c'est en réalité l'existence d'obstacles d'ordre pratique. Or, sont-ils aussi dirimants que vous le redoutez? N'est-il pas permis tout au moins d'en douter en présence des réformes plus complètes opérées par les législations étrangères (1)?

(1) Diverses lois étrangères ont statué sur la question de la réparation des erreurs judiciaires :

La loi danoise, 15 avril 1888. Le système qu'elle adopte est la reconnaissance formelle d'une dette de l'État. « Celui qui après avoir été soumis à la détention préventive est ensuite acquitté et mis en liberté, sans que l'affaire soit poursuivie jusqu'au jugement, a droit à une indemnité, à fixer par le juge, pour le tort et la perte pécuniaire qu'il a subis par suite de la privation de la liberté, lorsqu'il résulte nécessairement des explications fournies qu'il était innocent des délits pour lesquels il était détenu. » Et pour le cas de révision : « Lorsqu'une peine prononcée par le jugement a été subie en tout ou en partie et qu'il vient à être régulièrement prouvé que cette peine n'était pas justifiée, le condamné a droit à une indemnité sur le trésor public. »

La loi norvégienne, 1^{er} juillet 1887, consacre le même système.

Il va de soi, sans le dire autrement, que nous avons longuement réfléchi à ces objections. Elles sont graves, mais elles ne nous ont point toutefois arrêté.

« Le Trésor doit une indemnité à celui qui après avoir subi la détention préventive a été acquitté, ou en faveur duquel une ordonnance de non-lieu a été rendue, la prévention n'étant pas suffisamment établie.

« Le code mexicain paraît aussi sanctionner le même principe.

« La loi suédoise, 12 mars 1886, consacre le système de l'indemnité facultative. « Lorsqu'un individu aura été incarcéré comme inculpé d'un délit et que la poursuite intentée contre lui aura été ensuite abandonnée ou que le prévenu aura été acquitté, il pourra être alloué à lui, ou à son défaut à sa femme ou à ses enfants, à la charge de l'État une indemnité pour la suppression ou la restriction de ses moyens d'existence provenant de la privation de la liberté qu'il a subie, s'il résulte de l'instruction que le délit pour lequel il a été poursuivi n'a pas été commis ou qu'il a eu pour auteur un autre que le prévenu, ou que de toutes façons il n'a pu être commis par lui... »

Lois cantonales suisses. Le code bernois paraît décider que l'indemnité sera *due* au prévenu libéré par une ordonnance de non-lieu, tandis qu'elle *pourra* être allouée à l'acquitté ou au condamné dont le procès aura été révisé.

La loi de Bâle s'exprime dans un sens analogue. « Lorsqu'une personne a été incarcérée par ordre, elle aura droit après la clôture de l'instruction à une indemnité si la procédure n'aboutit pas au renvoi de l'inculpé devant les tribunaux. » Mais dans les autres hypothèses l'allocation devient facultative.

La loi autrichienne paraît adopter un système simple, son caractère est mis en lumière par la procédure organisée. La demande est adressée au tribunal qui a rendu le jugement annulé. Le tribunal ne juge pas. Il fait une espèce d'instruction après laquelle le ministre statue. Contre cette décision le réclamant a le droit d'agir devant le tribunal d'Empire.

(L'indemnité n'existe que dans le cas où il y a eu révision.)

Nous voudrions tout d'abord écarter l'argument tiré de l'exemple fourni par les législations étrangères. Le droit comparé ne nous a pas paru de nature à dissiper nos craintes. Nous sommes bien loin de songer à nier son utilité en général, mais nous pensons qu'il est dangereux de le considérer comme une science expérimentale. Car pour que l'étude que l'on peut en faire n'induisse pas en erreur, il faut tenir compte de circonstances multiples telles que l'étendue des pays, leur situation économique, le caractère national, les différences que présentent les diverses législations. Montesquieu dit à ce sujet dans l'*Esprit des lois* : « Ainsi pour juger lesquelles de ces lois sont les plus conformes à la raison, il ne faut pas comparer chacune de ces lois à chacune, il faut les prendre toutes ensemble et les comparer toutes ensemble. » On voit combien une pareille tâche présente de difficultés. Mais il y a plus ; les erreurs judiciaires sont heureusement peu fréquentes, et comme d'autre part les lois étrangères relatives à la réparation qui leur est dû sont de date toute récente, leurs conséquences pratiques n'ont pu encore se faire jour.

Recherchons donc en nous-même les motifs de notre décision.

Nos conclusions seraient contradictoires ! Mais, remarquons-le, il ne s'agit pas ici de théorie pure, mais de réformes à faire passer dans la loi ! Or, une loi n'est point nécessairement le développement

logique d'un principe même considéré comme excellent. Le législateur doit se préoccuper avant toutes choses, nous dirons exclusivement, de l'amélioration de l'état social. Il doit donc faire plier sa logique devant certaines nécessités que comportent les conditions de la vie sociale. Il doit considérer le résultat pratique du principe auquel il s'est arrêté et parmi les conséquences qu'il comporte, n'admettre que celles qui constituent en fait un progrès, rejeter au contraire celles dont les effets pourraient entraîner plus de perturbation que d'ordre, plus d'injustices que de vérité.

Certes, il est des principes au-dessus de toutes les considérations d'ordre pratique, quelque graves qu'on les puisse imaginer. Et s'il s'agissait de maintenir un innocent sous le coup d'une condamnation injuste, notre argumentation serait sans valeur; mais ceux dont on s'occupe ici ont été acquittés, ou relaxés sur ordonnance de non-lieu : la question n'est donc pas de savoir s'il faut leur retirer toute réparation, car ils en ont déjà reçu une, il s'agit seulement de savoir s'il convient de la leur donner complète au mépris de droits aussi sacrés que les leurs.

Et ici nous touchons à la considération qui nous a paru capitale :

Nous ne croyons pas que nos conclusions encourent, quoiqu'il paraisse, aucun reproche de contradiction. Nous sommes logiques avec nous-

même et fidèle à notre principe. Et si au début de cette étude nous avons avec soin indiqué la base et la raison du droit que nous reconnaissons à la victime de l'erreur, c'est en grande partie pour pouvoir déterminer les bornes de son application et de son exercice.

La victime de l'erreur a un droit véritable, mais ce droit n'est point fondé sur la faute de l'État, ce qui évidemment entraînerait pour conséquence logique la possibilité de l'exercer chaque fois que cette prétendue faute pourrait être relevée.

Il a sa base dans cette idée de haute équité que dans l'état de société les inconvénients qui résultent du fonctionnement des lois doivent être également répartis entre tous, que nul en un mot ne doit souffrir dans l'intérêt de la collectivité un dommage excessif.

Ce dommage excessif qui ne peut être imposé même dans l'intérêt commun, gardons-nous donc sous peine de contradiction de l'imposer dans l'intérêt de quelques-uns. Il serait juste que les acquittés qui démontrent leur innocence fussent indemnisés, mais s'il est vrai, comme nous l'avons montré, qu'on ne pourrait atteindre ce résultat sans frapper d'un discrédit certain, et peut-être dans l'opinion publique d'infamie, d'autres acquittés innocents eux aussi mais qui par suite de la fatalité n'ont pu démontrer leur innocence, arrêtons-nous dans une voie qui nous mènerait à un résultat que

repousse la justice et qui, sous prétexte de faire éclater la lumière, conduirait à confondre le coupable et l'innocent.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE THÈSE.

R. GARRAUD

Vu :

pour le DOYEN absent,

L'ASSESEUR,

FLURER

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 8 novembre 1899.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,

Président du Conseil de l'Université,

G. COMPAYRÉ

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
------------------------	---

TITRE PREMIER

PRINCIPE ET NATURE DE L'OBLIGATION DE L'ÉTAT	9
CHAPITRE I ^{er} . — Exposé critique de la théorie de l'indemnité facultative.	45
CHAPITRE II. — Examen de la théorie d'après laquelle l'obligation de l'État aurait pour cause une faute .	24
CHAPITRE III. — Du véritable principe et de la véritable nature de l'obligation de l'État	29

TITRE II

CONSÉQUENCES DU PRINCIPE ADMIS; DANS QUELLE MESURE ELLES DOIVENT ÊTRE CONSACRÉES LÉGISLATIVEMENT	39
CHAPITRE I ^{er} . — Détermination des cas où une action doit être accordée contre l'État à la victime de l'erreur. .	41
Section I. — Dans quel sens doit être prise l'expression « erreur judiciaire »	44
Section II. — Des hypothèses où l'erreur peut être constatée ou sera proclamée de plein droit. . . .	44
§ 1. Du non-lieu	45
§ 2. De l'acquiescement	46
§ 3. De la révision.	54

<i>Section III.</i> — Des hypothèses où l'erreur entraîne un préjudice.	52
§ 1. Du non-lieu et de l'acquittement.	53
§ 2. De la révision	56
<i>Section IV.</i> — Obstacle à l'application du principe . .	59
§ 1. Du non-lieu et de l'acquittement	60
§ 2. De la révision.	68
CHAPITRE II. — Fixation de l'indemnité	69
CHAPITRE III. — Quelle sera l'autorité compétente	73

TITRE III

DANS QUELLE MESURE LA LÉGISLATION A CONSACRÉ LE PRINCIPE	
ADMIS ET SES CONSÉQUENCES.	77
CHAPITRE I ^{er} . — Ancien droit.	79
<i>Section I.</i> — Période de l'accusation dite « populaire »	79
<i>Section II.</i> — Période de l'accusation publique . . .	86
CHAPITRE II. — Droit intermédiaire. Droit moderne . . .	89
<i>Section I.</i> — Droit intermédiaire.	89
<i>Section II.</i> — Loi de 1867.	93
<i>Section III.</i> — Loi de 1895.	95
§ 1. Principe admis par la loi.	95
§ 2. Exposé de ses dispositions.	113
CONCLUSIONS	129

LYON

IMPRIMERIE A. STORCK & C^{ie}

Rue de la Méditerranée
